

## Lire et relire

*Miguel Chueca, José Garcia, Jean-Pierre Garnier, Ch. de Gouttière, Charles Jacquier, Elisiario Lapa, Miguel Ángel Parra, Nicole Thé*

### Livres

**Loïc Wacquant, *Punir les pauvres Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*. Agone, 2004, 364 p., 20 €**

On n'a pas attendu Loïc Wacquant et encore moins Robert Castel pour établir un lien entre, d'une part, la montée en puissance du discours sur l'"insécurité" et des politiques qu'il légitime à l'égard, ou plutôt à l'encontre, des couches populaires et, d'autre part, l'insécurité sociale croissante (salariale, résidentielle, sanitaire, existentielle, etc.) à laquelle ces dernières sont, de nos jours, confrontées. Ni pour découvrir en amont ce que cette insécurité doit au tour de plus en plus "flexible" pris par l'accumulation du capital et au retrait consécutif de l'État dans sa "mission sociale". Néanmoins, il faut reconnaître à ce sociologue le mérite d'avoir, avant d'autres et mieux que d'autres en France, démonté et mis en lumière l'intrication logique de ces processus là où ils furent et continuent d'être les premiers à l'œuvre : dans ce "laboratoire de la révolution néo-libérale" que seraient les États-Unis. Encore que le terme, moins oxymorique, de "contre-révolution" aurait paru plus approprié et que le rappel du caractère capitaliste de celle-ci n'eût pas été de trop. Mais n'anticipons pas.

Pour l'avoir déjà exposée, développée et illustrée dans maints articles et, surtout, dans *Les Prisons de la misère* – ouvrage paru précédemment en France, mais publié après celui-ci aux États-Unis –, la thèse de Loïc Wacquant est déjà connue : dans un contexte de dérégulation généralisée des "marchés", "marché du travail" inclus, atrophie de l'"État social" et hypertrophie de l'"État pénal" ne peuvent qu'aller de pair, l'une alimentant l'autre. Tandis que le premier est de plus en plus restrictif en termes de droits collectifs et de protection offerte aux fractions les plus démunies de la population, le second est de plus en plus expansif en matière de contrôle et de répression de ces mêmes fractions. Avec pour visées complémentaires d'obliger une masse croissante de prolétaires à se soumettre aux rigueurs du salariat précaire et de retirer de la circulation, momentanément ou définitivement, les récalcitrants, les incapables et autres "inemployables".

Nourrie d'enquêtes approfondies et d'une ample documentation, enrichie de discussions avec les spécialistes d'outre-Atlantique les plus compétents, rigoureusement architecturée et argumentée, truffée d'exemples pertinents, rédigée dans un style alerte et volontiers polémique, la démonstration de Loïc Wacquant semble imparable. Et elle l'est, assurément, face aux arguties, aussi mensongères que serviles, concoctées par nos flicologues hexagonaux partisans de la "tolérance zéro" et pourfendeurs d'"incivilités", chargés d'importer en France, en les badigeonnant d'un vernis scientifique, les dernières trouvailles *made in USA* de la "pensée unique sécuritaire".

Est-ce à dire qu'il faille s'arrêter là, ou, ce qui revient au même, continuer, preuves à l'appui, d'énumérer les raisons de lire cet ouvrage indispensable ? On serait tenté de le faire si, au prix de quelques remaniements, réactualisations et ajouts par rapport à la version initiale, l'auteur n'avait pas eu aussi pour ambition d'intervenir directement dans le débat français. Ce qui était, évidemment, son droit. Encore eût-il fallu, pour y apporter quelque chose de neuf, éviter de reprendre à son compte certains lieux communs de la *doxa* citoyenniste, idéologie consensuelle aux atours combatifs, *made in France* cette fois-ci, qui revient à revêtir d'habits neufs un réformisme non seulement éculé mais surtout carrément hors de saison.

Sans doute, pris par le temps et les impératifs éditoriaux, Wacquant n'a-t-il pu passer au crible de sa sagacité coutumière les données et les analyses qui lui ont été communiquées sur la normalisation "à la française" des éléments issus des milieux populaires réfractaires aux nouvelles modalités de l'exploitation. Peut-être, aussi, son désir de rentrer bille en tête dans le chou des imposteurs qui pullulent dans le champ médiatico-scientifique de ce pays l'a-t-il conduit à se montrer peu regardant sur la qualité des alliés qu'il pouvait y trouver. À moins que, prisonnier comme tant d'autres de la vision d'un capitalisme postulé pérenne, il ne rêve, lui aussi, de voir ce dernier "socialisé" – "régulé", diraient ses

amis du *Monde diplomatique* et d'Attac – pour l'empêcher de sombrer dans la barbarie, au lieu de se décider, une bonne fois pour toutes, à rompre avec ce mirage dans une perspective réellement socialiste.

Toujours est-il qu'il serait aisé de relever, que ce soit dans l'avant-propos, le chapitre liminaire ou le "fac-similé européen" de conclusion du livre, plusieurs affirmations qui relèvent de la contre-vérité, de la pétition de principe ou du vœu pieux. La place manque dans un compte-rendu pour les énumérer toutes et les décortiquer une à une. Livrons-en, à défaut, quelques échantillons.

"Les historiens du futur dateront peut-être la conjonction retrouvée [de la question sociale et de la question pénale] d'octobre 1997, date du fameux colloque de Villepinte [...]." Fasciné par la grand-messe sécuritaire mise en scène sous l'égide du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, quelques mois à peine après la constitution du gouvernement "pluriel" de Lionel Jospin, Loïc Wacquant décèle ainsi dans l'automne 1997 le moment clef où s'opère le "virage punitif" opéré par la gauche gouvernementale française. À tort : il se trompe de presque une dizaine d'années ! On peut espérer, en effet, que les "historiens du futur" auront rectifié l'erreur de datation des sociologues du présent : c'est vers les années 1988-1989 que la gauche institutionnelle s'est officiellement ralliée au "sécuritarisme" qu'elle avait jusque-là fustigé comme "liberticide".

"Pasqua l'a dit, Joxe l'a fait", titrait ironiquement, par exemple, *Le Quotidien de Paris* en novembre 1988, au lendemain de l'annonce à son de trompe par Pierre Joxe, ministre "socialiste" de l'Intérieur de l'époque, de "dix mesures pour lutter contre l'insécurité", aux antipodes de la "prévention douce" qui avait eu la préférence des stratèges de la "pacification des quartiers difficiles" au cours des premières années du septennat mitterrandien. "Le débat sur la sécurité est clos", ira même jusqu'à asséner Joxe devant les députés, lors de la présentation du budget de son ministère pour 1989, en forte hausse pour des dépenses consacrées au maintien de l'ordre, sous les applaudissements des élus de droite. Quelques mois plus tard sera mis sur orbite, toujours à l'initiative de Pierre Joxe – sur une idée de Robert Pandraud, il est vrai, lorsque celui-ci officiait place Beauvau aux côtés de Charles Pasqua –, l'Institut des Hautes Études de la sécurité intérieure, que Wacquant qualifie à juste titre d'"organe officiel de propagande sécuritaire". Le discours inaugural du ministre, martial, pour ne pas dire musclé, à souhait, ravit d'aise son prédécesseur.

La période où se situe ce tournant ouvertement répressif de la gauche gouvernante ne devait d'ailleurs rien au hasard. Les effets délétères pour le "peuple de gauche" d'un autre tournant, économique celui-là, commençaient déjà à se faire sentir : lancée à l'initiative du tandem Fabius-Delors quelques années auparavant, la politique de "rigueur" avait déjà jeté des dizaines de milliers de travailleurs à la rue, ne laissant à leur progéniture d'autre avenir que le chômage de masse, les "petits boulots" temporaires, déqualifiés et sous-payés ou encore l'assistantat plus ou moins déguisé. Bref, dans les zones de relégation, les illusions d'un possible "développement social des quartiers" avaient fait leur temps.

À l'époque comme, plus tard, durant l'épisode jospinien, le ralliement bruyant des hiérarques de gauche aux "valeurs d'ordre" les plus réactionnaires était parfaitement cohérent avec la réhabilitation par les mêmes de l'entreprise, du marché et du profit. La seule différence, dans le cas du gouvernement Jospin, est l'absence de décalage temporel entre les deux types d'adhésion : avec Dominique Strauss-Kahn aux leviers de commande à Bercy, la politique économique s'annonçait d'emblée résolument libérale, le "social" n'étant plus là qu'à titre de palliatif pour limiter les dégâts.

Wacquant montre fort bien, à partir du "modèle" étasunien, comment des causes analogues produisirent en Europe des effets semblables : on se montrera en haut lieu d'autant plus "dur avec le crime" que l'on aura fait preuve de mollesse pour ne pas dire de complaisance avec les "causes du crime". Cela autorise-t-il, néanmoins, pour expliquer le changement de cap sécuritaire de la "gauche" au pouvoir en France, à faire appel à des interprétations psychologisantes ou moralisantes ?

Si un Lionel Jospin, un Julien Dray ou un Daniel Vaillant, pour ne citer qu'eux, manipulèrent à l'envi la thématique de la "violence urbaine", ce n'est pas tant, comme le suppose Wacquant, par simple opportunisme électoraliste. Certes, le souci de ratisser au centre, c'est-à-dire à droite, ou de couper l'herbe sous le pied de l'extrême droite, n'était pas étranger à ces manœuvres. Mais la mise en avant enthousiaste du credo sécuritaire de la part des leaders de la gauche officielle – en excluant, pour le moment, les Verts, dont Wacquant aurait quand même pu, au lieu de les absoudre, souligner au passage la passivité complice – tient à des raisons plus profondes que les jeux tactiques de "politiciens impatientes de s'assurer des dividendes électoraux". De même ne peut-on se borner à parler de "trahison" ou d'"abjuration" lorsque les dirigeants "de gauche", en France ou ailleurs, manquent aux promesses faites au peuple lors de leurs campagnes électorales, pour mener sans vergogne, sur tous les fronts, y compris le militaire, les politiques qu'ils condamnaient naguère.

Pour comprendre pourquoi "les partis de la gauche gouvernementale de tous les pays post-industriels se sont convertis à une vision droitière", en matière socio-économique comme dans les autres domaines, il faut, n'en déplaise à Wacquant et à ses collègues français, se débarrasser de l'envahissante idéologie citoyenniste qui fait des classes en général, et de l'une d'entre elles en particulier, le point aveugle du regard porté sur le monde social. On s'apercevra alors que la "vision droitière" que ces partis ont faite leur est, tout bien pesé, en phase avec les intérêts, les croyances et les aspirations de la classe, ou du

moins d'une grande partie d'entre elle, dont ces partis sont les représentants politiques privilégiés : à savoir la petite bourgeoisie intellectuelle. Si "conversion" il y a eu, en effet, c'est aussi, et peut-être d'abord, la sienne, conformément à la place qu'elle occupe et au rôle qu'elle joue, désormais, au sein du bloc hégémonique, restructuré au cours des années 70-80, qui permet à la bourgeoisie de prolonger, sinon de perpétuer, sa domination.

Sans se lancer dans des développements qui exigeraient au moins un article, disons, pour faire vite, que les nouvelles couches moyennes, scolairement dotées et plutôt aisées – et pas seulement, comme l'affirme Wacquant, "les fractions "modernisatrices" de la bourgeoisie culturelle et de la haute noblesse d'État" – ont peu à peu cessé, au cours des deux dernières décennies du siècle précédent, d'être progressistes au plan "social" tout en demeurant plus que jamais modernistes au plan "sociétal". Autrement dit, elles se montreront libérales, c'est-à-dire ouvertes et tolérantes, sur l'évolution des mœurs : parité, PACS, congé parental pour les pères, mariage et paternité des homosexuels, hostilité contre la censure, dépénalisation des drogues douces, etc. Ce qui autorise certains de ses éléments à se proclamer depuis peu... "libertaires" ! En revanche, s'agissant de la production – fût-elle intellectuelle – et de la reproduction, autrement dit du monde du travail et de l'univers familial et scolaire, ce modernisme fera place à une sorte de néo-conservatisme.

Privilégiant l'"épanouissement individuel" au détriment de l'émancipation collective rendue chimérique par la "mort des utopies" et la "fin des grands récits", les néo-petits-bourgeois n'ont plus besoin, comme se plaisaient à le faire jadis les plus radicalisés d'entre eux, de se réclamer du "peuple", des "travailleurs" voire des "masses" pour légitimer et occulter à la fois un appétit de pouvoir désormais satisfait. C'est pourquoi le sort des prolétaires, qui leur importait fort il y a une vingtaine d'années, ne les concerne plus guère. Et tant pis s'il est devenu encore moins enviable que naguère. Loïc Wacquant aurait dû noter, à cet égard, que "l'indifférence dans laquelle sont tenus les droits et le bien-être des populations déshéritées" n'est plus l'apanage des seules "classes moyennes blanches" étasuniennes.

Une fois la petite bourgeoisie intellectuelle parvenue là où sa résistible ascension devait la mener, c'est-à-dire au rang de classe régnante, à défaut d'être dirigeante, il est normal qu'à ses yeux la liberté de chacun compte plus que l'égalité pour tous. Dans un "monde en mutation", elle aussi a mué au plan idéologique : elle sait que son avenir est maintenant tributaire de l'avenir de ce monde, et que son sort est lié à celui de la bourgeoisie, quels que soient les tiraillements auxquels donne lieu ce partenariat. D'où son adhésion de fait et de fond, au-delà de quelques réserves "citoyennes", à la mondialisation capitaliste et, même si elle se garde de l'avouer, à ce qu'elle implique pour les couches populaires.

Ses représentants ou porte-parole (politiciens, journalistes, intellectuels ou artistes) sont porteurs de ses valeurs, ses croyances, ses ambitions et aussi de ses détestations : celles d'une classe qui s'est ralliée à l'ordre établi en tant que classe-appui. Quand elles sont en charge des affaires de l'État, les élites politiques "de gauche" ont pour tâche de gérer l'insertion de chaque économie nationale dans l'espace supranational des marchés globalisés. Inféodées, quoi qu'elles en prétendent, aux "nouveaux maîtres du monde" qui – "alternance démocratique" oblige ! – tolèrent, quand ils ne la favorisent pas, leur accession au pouvoir, elles n'en sont pas moins tenues de défendre les intérêts et les points de vue correspondant à la position et à la fonction, dans la présente conjoncture socio-historique, de la néo-petite bourgeoisie. Autant dire que la "révolution culturelle" dont la gauche établie se targue en matière de "sécurité" doit beaucoup à l'évolution/involution politico-idéologique de sa base sociale.

Loïc Wacquant ne voit que des "électeurs" là où il devrait d'abord déceler des acteurs ou, pour satisfaire aux réquisits théoriques du Centre de sociologie européenne où il émarge, des agents dont les propriétés sont celles de leur groupe social d'appartenance. Complaire à leurs souhaits, ce n'est pas obligatoirement faire de l'électoratisme : c'est, pour un leader politique, répondre aux vœux des catégories que l'on représente. Aux sommets de l'État comme à la tête des municipalités, les élus "de gauche" n'ont donc pas eu besoin d'être influencés par la "simili-recherche" des "escrologues universitaires" pour changer leur regard sur la délinquance de rue et les populations censées l'alimenter : il leur suffisait d'écouter les doléances et les desiderata de leurs mandants, auxquels ils ne pouvaient qu'être réceptifs étant donné la position plus ou moins commune des uns et des autres dans l'espace social.

À la différence de la pénalisation de la misère pratiquée par la vraie droite, celle à laquelle la fausse gauche se laisse à son tour aller serait encore "honteuse et larvée", si l'on en croit Loïc Wacquant. Étrange remarque ! Outre qu'elle contredit les fanfaronnades sécuritaires de certains caciques "socialistes" relevées par lui-même au début de son ouvrage, il suffit d'enquêter un peu sérieusement dans les villes dont ceux-ci ou leurs homologues sont les premiers magistrats – songeons, par exemple, à Lyon, Montpellier, Nantes ou Rennes – pour constater que le "nettoyage" de l'espace public, sous couvert de "requalification urbaine", ou le quadrillage des "zones sensibles" pour y rétablir la "paix civile" sont menés tambour battant et sans complexe aucun. Mais, surtout, avec l'approbation pleine et entière de larges secteurs d'une petite bourgeoisie intellectuelle locale dont le racisme social et le mépris

de classe teinté de méfiance et de crainte à l'égard des " nouveaux barbares " s'expriment avec de moins en moins de retenue.

À une approche matérialiste qui s'attacherait à décrypter les fondements sociologiques – on n'ose dire " de classe " ! – de l'*ubris* sécuritaire qui a saisi ce qu'il est convenu d'appeler " la gauche ", Loïc Wacquant préfère, fidèle en cela à son maître Pierre Bourdieu, mettre l'accent sur le pouvoir symbolique, comme si ceci excluait cela. Ainsi la double fascination qu'exerceraient, selon lui, l'Amérique et la science et, plus précisément, le " croisement " de l'une avec l'autre, fonctionnant comme leurres idéologiques, expliquerait pourquoi les gouvernants de " la gauche " européenne seraient tombés dans le " piège sécuritaire ".

Outre qu'elle laisse sceptique, l'insistance avec laquelle Wacquant revient sur cette hypothèse, présentée, bien sûr, comme une " connaissance vérifiée ", finirait par paraître presque suspecte. Des paragraphes conclusifs du livre, en effet, émane un net parfum d'autocongratulation et d'autopromotion des chercheurs français demeurés sourds aux sirènes pseudo-savantes venues d'outre-Atlantique. Ce qui serait, somme toute, péché véniel, compte tenu des us et coutumes en vigueur dans le milieu de la recherche, si la " véritable alternative " sur laquelle l'ouvrage débouche n'était autre que " la construction d'un État social européen digne de ce nom ". On a quand même peine à croire que les " outils d'une action raisonnée dans la cité " aient servi à accoucher de pareille banalité.

Le moins que l'on puisse en dire, en tout cas, au vu des rapports de force actuels entre dominants et dominés, quelle que soit l'échelle considérée, est que l'Europe ne semble pas appelée de sitôt à évoluer dans cette direction, en admettant – ce qui n'est pas notre cas – que ce soit la bonne. Tel qu'il en définit les fronts et les protagonistes, la " triple bataille " que Loïc Wacquant invite à mener n'est pas de nature à " enrayer le glissement vers la pénalisation de la misère " ni, a fortiori, à éliminer la misère elle-même. Ne serait-ce, tout simplement, que parce que cette pénalisation est déjà en cours sous nos cieux, comme on a pu d'ailleurs amplement le vérifier dans l'ouvrage. Loïc Wacquant ignorerait-il que la bourgeoisie n'a jamais accepté de réformes favorables aux classes populaires que sous la menace, fantasmée ou non, d'une révolution ?

J.-P. G.

## **Street Voice, Paroles de l'ombre, préface de Curtis Price. Textes choisis et traduits de l'américain par Gaëlle Erkens**

Paris, Verticales, coll. " Minimales ", 2003, 172 p., 8,50 €

*Street Voice* est un journal de rue gratuit écrit par et pour des chômeurs et des exclus de Baltimore, dans l'État du Maryland, point de rencontre entre le nord et le sud des États-Unis<sup>1</sup>. Peuplée de 650 000 habitants, majoritairement composée d'une classe ouvrière noire-américaine, cette ancienne ville industrielle est en déclin depuis la Seconde Guerre mondiale, avec les conséquences que l'on connaît : déplacement des classes moyennes vers les banlieues aisées, exil des industries vers des régions, puis des pays, où la main-d'œuvre est meilleur marché, réduction des aides fédérales aux pauvres sous l'effet des politiques néo-libérales. Il en résulte un taux d'homicides trois fois plus élevé qu'à New York, que près d'un habitant sur dix est consommateur de drogues dures, que la population des quartiers défavorisés a une espérance de vie de 63 ans, comparable à celle des Indiens ou des Boliviens, et que se créent des parcelles de tiers monde au cœur des villes de la première puissance économique mondiale.

Au départ, l'initiative de ce journal de rue revient à un travailleur social, Curtis Price, qui, dans une association d'aide aux séropositifs, anime un groupe de discussion pour les toxicomanes séropositifs. Il prend pour modèle les bulletins d'usine diffusés par les groupes d'extrême gauche dans les entreprises de la région, afin de donner aux exclus des informations élémentaires pour leur survie et de créer des liens parmi les membres d'une communauté par nature dispersée.

Conçu au départ pour être une agence entièrement financée avec des postes rémunérés, *Street Voice* s'est rapidement heurté à la bureaucratie de l'État, bien décidée à le cantonner au rôle d'alibi, mais, surtout, à ne pas voir se développer une structure dont l'autonomie remettait trop l'ordre des choses en cause. À partir de 1997, *Street Voice* s'est limité à la publication d'un 4-pages trimestriel tiré à 5 000 exemplaires, totalement en dehors du " système ", et distribué dans les centres pour toxicomanes et les lieux pour sans-abri. Parmi ses thèmes récurrents, retenons celui des rapports des exclus avec les services sociaux, " un système punitif décourageant et stigmatisant les personnes qui y font appel ", l'omniprésence des lois répressives comme l'interdiction de la mendicité, ainsi que l'ombre de la prison et du système pénal.

Écrits par des personnalités que le préfacier qualifie d'" individualistes solitaires ", ces textes présentent des instantanés de leur vie quotidienne qui démontrent une grande lucidité sur le

<sup>1</sup> Lire également " *Street Voice*, l'espoir qui cherche à ne pas se briser ", *Oiseau-tempête*, n° 11, été 2004, p. 26-29.

fonctionnement du système qui les a exclues, mais sans qu'elles croient cependant à une solution collective possible pour améliorer leur sort. Ils n'en dynamitent pas moins en quelques mots un rêve américain fallacieux, fait de centres commerciaux, de Disneylands, et de bienheureuses classes moyennes nageant avec un éternel sourire dans un paradis consumériste.

D'une grande qualité littéraire, ce recueil est l'illustration la plus claire du fait que, dans des sociétés où l'on peut impunément affirmer que l'on lave le cerveau des gens pour vendre n'importe quoi, "énoncer simplement *ce qui est* constitue déjà une prise de position radicale".

Ch. J.

### **Evelyne Perrin, *Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale***

**Paris, La Dispute, 2004, 280 p., 21 €**

Le livre d'Evelyne Perrin se présente comme un texte sociologique sur les précaires et les chômeurs. Dès le premier chapitre, la précarité est présentée comme une tendance de fond du capitalisme d'aujourd'hui, et le lien entre flexibilité de l'économie et précarité de l'emploi est clairement établi. Le deuxième chapitre traite du vécu des précaires et des chômeurs de longue durée, de leur attitude par rapport au travail, de leur difficulté à s'engager dans la lutte, de l'atomisation et du sentiment d'impuissance qui les domine – en ce sens, son livre comble un vide important, car il existe peu d'ouvrages qui traitent sérieusement de cet aspect des choses. Est ainsi décrit le contexte dans lequel de nouvelles formes de lutte vont se dessiner et le projet d'AC! prendre corps, en 1994, avec les marches contre le chômage. Le troisième chapitre est consacré au vécu et aux représentations des jeunes chômeurs, et le quatrième, aux jeunes précaires et à leurs luttes. Le choix de parler des deux conditions dans la même foulée se révèle judicieux, car, outre le fait que passer de l'une à l'autre est chose commune, il permet de voir comment les problèmes des uns se reflètent dans le miroir des autres. Dans le cinquième et dernier chapitre, l'auteur examine les prises de position officielles (et marginalement aussi les pratiques) des syndicats et des partis face à la précarité et aux luttes des chômeurs et des précaires, rappelant rapidement, mais fort à propos, comment ils ont lâché les emplois-jeunes en lutte.

Le livre fait de constants allers-retours entre le "terrain" – divers entretiens avec des chômeurs et des précaires – et des considérations générales, des réflexions personnelles, des références bibliographiques et sociologiques, à différentes écoles de pensée, à un certain nombre de luttes. Il est dense, riche d'informations, enraciné dans les expériences militantes directes de l'auteur, bouillonnant de réflexions. On ne peut donc qu'en recommander vivement la lecture. Reste qu'il est inégal dans le développement des différentes questions abordées, comme nous le allons le voir.

Dans la première partie, on sent un travail mûri et digéré. L'auteur s'est donné le temps de la réflexion: elle a su prendre, aussi, une certaine distance vis-à-vis des expériences militantes qu'elle a vécues de l'intérieur en s'appuyant sur sa position de chercheuse qui tente de comprendre le sens de ces expériences et leur importance dans la société. Or, c'est justement sur ce plan qu'on aurait aimé un peu plus de recul critique: lorsqu'elle met en regard le rôle jugé décisif de la précarité et du chômage dans le capitalisme d'aujourd'hui et les luttes qui ont tenté de s'y opposer.

Car force est de reconnaître que, pour l'instant, ce rôle décisif se traduit bien moins en termes numériques (les précaires restent minoritaires dans le monde du travail, bien que la tendance à remplacer des postes stables par des postes à statut précaire se soit fortement accélérée) qu'en termes de pression sur le corps central de la classe, laquelle vit recroquevillée sur elle-même, soumise à un chantage de tous les jours. Les chômeurs ont une importance fonction pédagogique: ils permettent d'insuffler la peur, d'entretenir la soumission et la passivité et, dans le cas de gouvernements de gauche, de justifier la multiplication des statuts précaires, l'augmentation de la flexibilité, l'instauration de formes nouvelles de division entre salariés. Or, cette interaction entre chômeurs/précaires et salariés "stables" (fonctionnaires compris, ces "privilegiés"... ) n'est quasiment pas évoquée<sup>1</sup>, alors qu'elle est au cœur du problème (on le verra d'ailleurs plus loin lorsqu'il sera question des luttes et de leurs difficultés). S'agit-il d'un choix délibéré? Si oui, on ne peut que le regretter.

De la notion de "précarité" Evelyne Perrin fait un usage raisonnable, s'en tenant à la précarité de l'emploi et du revenu. En revanche, elle ne dit rien de l'usage fort extensif qui en a été fait dans le mouvement des chômeurs (et parfois aussi dans le cadre de certaines luttes de jeunes salariés), où tout ce qui bouge est considéré comme "précaire". Usage éminemment politique, qui traduit le désir de gommer des différences et des spécificités qui sont source de divisions, de contradictions, de formes diverses d'impuissance ou de passivité, et que certains keynésiens d'extrême gauche oublient volontairement dans leurs écrits en recourant à des concepts fourre-tout ("ouvrier social" autrefois, "multitudes"

<sup>1</sup> Il faudra attendre la conclusion, à la page 272, pour découvrir que "le sort des chômeurs et des salariés en poste est effectivement étroitement lié" et voir rappelée en quelques lignes l'importance de ce lien.

aujourd'hui), dans une fuite en avant visant à éliminer toute trace de questionnement sur le *mode de production* capitaliste.

On aurait aimé, en outre, trouver dans ce livre une définition de “la question sociale” dont les chômeurs et précaires sont supposés être au cœur. S'agit-il de la souhaitable transformation radicale de la société capitaliste dont parlaient nos ancêtres de la Première Internationale ? Du retour au plein emploi ? De l'avènement d'un revenu garanti pour tous octroyé par l'État, comme les références évoquées par l'auteur en donnent parfois l'impression ? De la résorption tant attendue de la précarité par des gouvernements de gauche qui, jusqu'à présent, n'ont apporté aucune “réponse très claire ni structurée” ? Ou simplement de “l'aggiornamento”, voire de la “refondation” (considérée comme “nécessaire et urgente” mais dont on ne sait trop qui doit s'en charger) des syndicats traditionnels – à qui sont prodigués force conseils et propositions (p. 234-235 et 257-260) ?

Mais revenons à la question du contraste entre le développement de la précarité (réel, même si pas aussi massif que le dit l'auteur) et la modestie des luttes qui jusqu'à présent se sont développées sur ce terrain. Quand l'auteur les évoque, ces luttes, c'est sur un ton qui laisse croire à une véritable avalanche<sup>2</sup>. Les ramener à leurs justes proportions n'est pourtant pas leur faire tort ; c'est même souligner le courage et la ténacité de ceux qui en ont été les protagonistes, dans une société qui semble parfois tétanisée par la peur. Si l'auteur avait tenu compte d'autres contributions – notamment des quelques textes parus sur ces grèves, mais surtout des analyses de Damien Cartron, qui avec d'autres s'était fait embaucher chez McDo pour pouvoir observer de l'intérieur les rouages et les méthodes de l'entreprise – ses propos auraient sans doute gagné en nuances et son analyse en mise en perspective.

Car le premier constat à faire, c'est que la précarité a atteint son but en constituant un obstacle sérieux au développement des luttes. Certes, ces grèves sont la preuve que tout n'est pas perdu et que la paix sociale n'est pas inéluctable, mais si l'on veut regarder lucidement les difficultés qu'elles rencontrent, mieux vaut ne pas en surestimer l'importance. Or, dans l'ouvrage, l'impasse est souvent faite sur les difficultés qu'ont eu à affronter les précaires entrés en lutte, ce qui laisse un sentiment de malaise : si la passivité et l'atomisation sont aussi répandues que l'auteur semble le dire, comment se fait-il que – peu ou pas soutenus par les syndicats (dont les insuffisances sont à juste titre fustigées) – ces petits groupes (guère plus d'une cinquantaine de salariés lors de la première grève du McDo de Strasbourg-Saint-Denis, une trentaine lors de la deuxième, 35 femmes de ménage chez Arcade, 21 cuisiniers chez Frog...) aient pu tenir plusieurs mois et parfois gagner au bout d'un an de grève ? Qu'est-ce qui a permis de modifier les rapports de forces avec leurs employeurs ? Et comment ? Que représentent dans la réalité de la lutte toutes ces signatures que l'on trouvait parfois au bas des tracts ? Autant de questions qui ne sont pas posées.

Mais revenons à la première partie du livre. Si, dans son analyse de l'expérience d'AC!, l'auteur fait preuve d'une certaine distance critique, ne cachant pas les contradictions et les insuffisances, on trouve dans certains passages des accents quasiment lyriques, s'agissant notamment des formes d'organisation adoptées par certaines organisations de chômeurs (p. 103). Malheureusement l'informalité ne suffit pas, loin s'en faut, à faire échec aux chefferies, à l'autoritarisme, aux magouilles, aux luttes d'influence. Et si Evelyne Perrin choisit de parler d'AC ! et de la “bande des quatre” sans dire un mot des centaines de collectifs indépendants, autonomes, qui ont fleuri aux quatre coins de la France entre 1997 et 1998 (une seule exception : les quelques lignes [p. 88] consacrées au collectif issu de l'occupation de l'agence EDF du boulevard Barbès à Paris), il est difficile de ne pas y voir un choix politique, surtout lorsque l'on sait les critiques dont ces collectifs étaient porteurs à l'égard d'organisations ayant pignon sur rue et cherchant à des titres divers à se faire *reconnaître* comme les représentants *attitrés* des chômeurs.

Reconnaissons cependant que le chapitre 2, où il est question de l'expérience d'AC ! et du mouvement des chômeurs de 1997-98, reste le plus intéressant, le plus riche, le plus critique. Même si l'on peut regretter que l'auteur ne fasse pas de véritable distinction entre les pratiques courantes de l'organisation – campagnes contre le chômage (comme les marches de 1994 et les marches européennes), actions visant à donner une visibilité médiatique à l'organisation tout autant qu'aux problèmes et aux revendications des chômeurs, initiatives visant à obtenir un lieu de rencontre et d'entraide – et les dynamiques du mouvement, d'un tout autre ordre, dans lesquelles toutes les organisations se sont trouvées impliquées en 1997-98.

La deuxième partie du livre est moins élaborée, et plus politique. Et ce n'est pas la plus réussie.

Si dans le chapitre II nous avons, à travers les entretiens, une idée de la complexité des problèmes qui se sont posés aux réseaux de chômeurs puis dans le mouvement de 1997-98, le chapitre IV nous offre un échantillon du discours qui domine parmi les jeunes (précaires ou pas, d'ailleurs) relativement aux syndicats, mais illustre aussi la superficialité de certaines des critiques qui leur sont adressées. En résumé, la CGT (car c'est surtout d'elle qu'il est question) ne soutient pas suffisamment ses adhérents ou délégués sur le terrain. À croire que, si elle leur donnait un vrai coup de main, tout serait résolu. La

<sup>2</sup> Cf. “Le jeune précaire : une situation explosive”, p. 159-162, et tout le chapitre IV consacré aux jeunes précaires en lutte.

réflexion de certains jeunes délégués ne va pas plus loin. Des questions soulevées par le mouvement des chômeurs, qui étaient d'une tout autre profondeur, qui touchaient à des questions sociales de fond, on ne trouve aucune trace dans les interviews de la deuxième partie de l'ouvrage. Ce qui s'explique par des différences entre situations de lutte, entre générations, mais, sans doute aussi, par ce que l'auteur cherchait à mettre en lumière chez les personnes interviewées.

Alors que la première partie a toutes les caractéristiques d'un véritable travail d'analyse sociologique, dans la deuxième, il semble que nous ayons plutôt affaire à un texte "politique" conservant les apparences de l'analyse sociologique. Comment expliquer autrement la sur-représentation des membres du "réseau" Stop-Précarité dans le panel des "précaires" interviewés ? Ou le choix de mettre en exergue cet épisode mineur d'Eurodisney (p. 252) où le réseau en question – alors partie prenante du collectif de solidarité aux grévistes de McDo – a trouvé moyen de se singulariser en distribuant un tract enjoignant "Rejoignez-nous !" aux foules venues consommer du loisir ? Car peut-on vraiment traiter du même pied une organisation comme AC! qui, malgré tous ses défauts et contradictions a, ou du moins avait, une réelle originalité, une implantation nationale et un véritable projet, et un groupe de copains surtout attaché à faire valoir son image dans les médias ? Comme on est loin, ici, du regard critique et distancé que l'on trouvait au début du livre vis-à-vis d'AC! L'auteur, apparemment fascinée par le modèle d'AC! (réunion de chômeurs, de salariés, de syndicalistes et de chercheurs), aimerait, semble-t-il, pouvoir appliquer la même recette aux précaires. Mais souvenons-nous du mot d'un de nos ancêtres : l'histoire, lorsqu'elle a tourné à la tragédie, prend, lorsqu'elle se répète, la forme d'une farce...

Les limites de cette deuxième partie ne l'empêchent pas toutefois d'offrir quantité d'éléments de réflexion concernant le vécu des jeunes chômeurs et précaires, leur vision du monde, l'idéologie dont ils sont porteurs, mais aussi les obstacles qu'ils seront contraints de surmonter, dans leur tête d'abord, s'ils veulent un jour réagir contre le sort qui leur est fait dans notre société.

Dans le dernier chapitre, Evelyne Perrin met le doigt sur les faiblesses des analyses et des programmes des syndicats et des partis de gauche. Elle présente de façon claire les déclarations d'intention de certains d'entre eux, tout en rappelant que la pratique ne suit pas.

Concernant l'action des partis et des gouvernements de gauche, elle met parfois le doigt là où ça fait mal, pour le retirer aussitôt, effrayée, semble-t-il, de ce qu'elle voit. Ainsi peut-elle brosser dès le départ un tableau très clair de l'action du gouvernement Jospin (p. 17 et 35-37), en conclure que "l'État a été un puissant acteur de la précarisation rampante du salariat à travers ses politiques de l'emploi" (p. 37), puis, plus loin, constater sur un ton vaguement désabusé que "le gouvernement de gauche, en dehors d'une vigoureuse politique en faveur du plein emploi par la mise en place des emplois-jeunes et des 35 heures, n'eut pas de réponse très claire ni structurée face à la précarisation rampante du salariat et notamment à la situation faite aux jeunes sur le marché du travail, sinon un appel incantatoire à l'intégration par le travail et une promesse de retour au plein emploi"... Ou évoquer le "refus obstiné d'étendre le RMI aux jeunes de moins de 25 ans, sous prétexte que l'assistance n'est pas une manière de permettre aux jeunes, fussent-ils en grande difficulté sociale, de s'intégrer dans la société" (p. 261) et rappeler plus loin que "le chômage de masse a toujours été l'arme numéro un du patronat pour peser sur les salaires et affaiblir la combativité des salariés" (p. 272). Comme si le camarade Jospin (formé à l'école de l'OCI) saisisait mal, lui, la fonction sociale du chômage et de la précarité... Et comme si sa consœur Aubry ne percevait pas l'usage de la flexibilité du temps de travail que pouvaient faire les patrons le jour où elle leur adressait cette harangue : "Cette loi est un instrument important, mais tout dépendra de l'usage que nous en ferons."

Les patrons, eux, l'ont bien comprise : ayant fait avaler la flexibilité, ils peuvent maintenant revenir sur la réduction du temps de travail.

Ch. de G.

**Carlos Prieto (sous la direction de), *IKE, retales de la reconversión. Trabajo femenino y conflicto social en la industria textil asturiana***

Ladinamo Libros, 2004, 141 p., 8 €

"Dans des temps obscurs pour ceux d'en bas comme le sont les nôtres – mais quels temps ne le furent pas ? –, se souvenir est déjà résister. C'est pour cela qu'on réprime la mémoire collective comme simple nostalgie réactionnaire et qu'on essaie d'effacer les traces de résistance afin de démontrer la naturalité des conditions d'exploitation actuelles" (p. 85). C'est en ces termes que le psychiatre Guillermo Rendueles se réfère à l'expérience vécue par les ouvrières de l'usine de chemises Confecciones Gijón, plus connue sous le nom de IKE, tout au long d'un conflit qui s'étala sur une dizaine d'années, dont les quatre dernières virent l'occupation de l'usine par les plus irréductibles des ouvrières. Une fois le conflit terminé, Guillermo Rendueles – qui, comme nombre d'autres habitants de la ville, apporta son soutien à

la longue lutte ouvrière – eut l’occasion d’en recevoir quelques-unes comme patientes dans un centre d’hygiène mentale de Gijón et de mesurer sur le vif les effets psychiques de la fermeture de l’usine IKE sur elles<sup>1</sup>, principalement parmi celles qui avaient mené le combat le plus longtemps, et d’un “ retour au foyer ” vécu souvent comme l’équivalent d’un deuil. Rendueles parle de “ psychiatrisation de la défaite ” pour se référer à la réaction de plusieurs des ouvrières dont “ l’expérience de douleur et de souffrance ne pouvait plus trouver d’exutoire, après la disparition du cadre de référence collectif qui donnait un sens aux événements ”, qu’au sein du cabinet de consultation psychiatrique, où ces femmes voyaient le seul lieu “ où chercher du réconfort, réordonner leur vie et réparer les amertumes de la défaite ”.

Mais il nous faut revenir un peu en arrière et présenter en quelques lignes les origines et les principaux épisodes d’un conflit dont le moins qu’on puisse dire est qu’il n’est jamais parvenu à la connaissance de l’opinion publique française. Dans le texte qui ouvre le présent volume, publié par les éditions Ladinamo pour le dixième anniversaire de la fin du conflit, Carlos Prieto, le coordinateur du livre, rappelle l’histoire de la société textile Confecciones Gijón, fondée en 1952 par un entrepreneur de la région des Asturies, Enrique López. La société se ferait connaître bientôt dans la région par sa marque de chemises, IKE (en hommage au président nord-américain Ike Eisenhower), un nom qui finirait par désigner la société elle-même. À son meilleur moment d’activité, vers la fin des années 70, IKE dispose d’un effectif de 680 personnes, des femmes en grande majorité, et fabrique plus d’un million de chemises par an. À la fin des années 80, la production est tombée à environ 200 000 chemises et l’entreprise ne donne plus de travail qu’à quelque 280 salariés. Entre-temps, l’industrie textile espagnole, comme celle des pays européens, a subi de plein fouet les effets des délocalisations vers les pays “ émergents ” les plus proches, et, en outre, les grandes sociétés sont victimes de la concurrence que leur font les petites entreprises textiles, plus “ flexibles ” et mieux adaptées aux aléas du marché de la mode. Dès avant sa reconversion officielle, au tout début des années 80, le secteur avait déjà été affecté par une restructuration sauvage, qui s’était traduite par la disparition officielle de la moitié des emplois, dont une bonne part était purement et simplement tombée dans le secteur informel.

Il faut attendre l’année 1983, et l’incorporation d’IKE au Plan de reconversion textile<sup>2</sup> imaginé et mis en œuvre par les inspirateurs de la politique économique du gouvernement “ socialiste ” de Felipe González<sup>3</sup>, pour que les salariées de l’entreprise décident enfin de prendre le taureau par les cornes et de lutter pour la défense de leurs postes de travail. Dans ce combat, elles doivent faire face à la crise générale du secteur, mais aussi à l’absence de tradition de luttes qui le caractérise, ainsi qu’à la sous-estimation dans laquelle on tient le travail des femmes, pour ne rien dire de l’attitude des partis politiques de gauche, qui ne souhaitent pas encourager des mobilisations sociales risquant de porter ombrage au nouveau gouvernement et, surtout, à une administration régionale dominée par les partis de gauche, PSOE et Izquierda Unida. Quant aux “ grands ” syndicats, les Commissions ouvrières et l’UGT, qui ont accompagné les premières actions des ouvrières, ils acceptent en 1990 le énième plan social proposé par les autorités de la région et abandonnent la majorité des ouvrières à leur sort.

Le reprise de l’entreprise, en janvier 1987, par l’administration autonome de la région ne change rien de fondamental aux problèmes auxquels doivent faire face les employées, bien au contraire. Conscientes de ce que l’entreprise ne parvient pas à sortir de la crise et lassées de percevoir leurs maigres salaires – quelque 50 000 pesetas par mois – en retard, les ouvrières, qui ne sont guère plus de 400, commencent à multiplier les actions de protestation : arrêts de travail bimensuels, occupation des locaux pendant quatre heures en janvier 1988, etc. Une douzaine de jours plus tard, la police charge une de leurs manifestations et quatre d’entre elles doivent être soignées de leurs blessures à l’hôpital. En février, les agents de l’ “ ordre ” public interviennent à nouveau pour empêcher les ouvrières d’accéder aux bureaux du Conseil de l’industrie à Oviedo. Toujours en février, les salariées, recourant à des procédés empruntés aux travailleurs des chantiers navals de la région, interrompent le trafic dans certaines rues du centre de Gijón en dressant des barricades avec des pneus enflammés et bloquent pendant deux heures l’accès à la mairie. Fin 1989, elles décident d’un plan de mobilisations bihebdomadaires, le mardi et le jeudi. C’est à ce moment-là, du reste, que l’unité syndicale commence à se briser : les syndicats CCOO et UGT, minoritaires au sein du comité d’entreprise de l’usine, acceptent l’offre du Conseil de l’industrie et entraînent avec eux 43 salariées, avant même que la direction provinciale du travail ne se prononce sur la

<sup>1</sup> Sur un thème très voisin, la fermeture de l’usine Chausson de Creil, on tirera le plus grand profit de la lecture du livre de Danièle Linhart (avec Barbara Rist et Estelle Durand), *Perte d’emploi, perte de soi* (éditions Érès, 2002).

<sup>2</sup> L’historien Rubén Vega, qui répond, à la fin du volume, aux questions de Carlos Prieto, le maître d’œuvre du livre, note à quel point le mot “ reconversion ” est mal adapté à un processus qui, de fait, ne visait ni plus ni moins qu’à la disparition du secteur.

<sup>3</sup> Je rappelle que le PSOE vient de remporter les élections législatives en octobre 1982. Rubén Vega remarque à ce sujet que la politique économique du gouvernement de González n’est pas inspirée par les rédacteurs du programme grâce auquel le PSOE est venu au pouvoir, mais par Boyer et Solchaga, autrement dit les représentants de l’aile la plus droitière et néo-libérale du Parti socialiste.

viabilité du plan social. Cependant, une grande majorité des salariées, soit un peu plus de 200, ne veulent pas du plan et le font savoir à leurs représentants, affiliés à la CSI (Corriente Sindical de Izquierdas) et à l'USO (Unión Sindical Obrera)<sup>4</sup>. À la fin janvier 1990, 3 500 personnes manifestent dans les rues de Gijón leur appui aux salariées d'IKE. En février, celles-ci coupent l'autoroute qui relie les deux grandes villes des Asturies, Gijón et Oviedo. En mars et avril, elles font de même dans plusieurs rues de Gijón et y dressent à nouveau des barricades de pneus enflammés. Enfin, quand la direction provinciale du travail, qui a refusé le précédent, donne son accord à un nouveau plan social en juillet 1990, les ouvrières occupent l'usine. Dans le chapitre du livre ("Del taller a la barricada. El conflicto de IKE según sus protagonistas"<sup>5</sup>) où elles prennent la parole sur les principaux épisodes de leur combat, plusieurs salariées présentes à cette occupation avouent que, étant donné les réactions brutales de la police à chacune de leurs actions, la conviction dominante était qu'elles seraient délogées des lieux le soir même. En réalité, l'occupation ne prendrait fin que quatre ans plus tard : l'une des principales animatrices du mouvement, Ana Carpintero, va même jusqu'à dire que, si ses compagnes et elles avaient su que cela allait durer aussi longtemps, elles n'auraient probablement pas pris cette initiative.

À la fin octobre 1990, la mairie de la ville, la conseillère à l'industrie et les syndicats UGT et Commissions ouvrières signent un nouvel accord qui prévoit l'embauche d'une centaine de salariées d'IKE dans le cadre d'un projet textile qui serait géré par une entreprise privée et de 75 à 100 de plus dans des projets commerciaux. Il est refusé par la CSI et l'USO puis par l'assemblée des salariées de l'usine, qui ne croient pas à la réalité des projets annoncés. Pour preuve de leur détermination, un groupe d'entre elles part à Madrid pour occuper l'ambassade de Cuba, trois jours à peine après la signature de l'accord. La semaine suivante, les ouvrières investissent durant trois heures un bateau sous pavillon des Bahamas qui vient de jeter l'ancre à Gijón. Une manifestation de solidarité avec elles convoquée pour le 31 janvier 1991 parvient à rassembler encore 3 000 personnes dans la ville. L'UGT et les CCOO signent à nouveau un accord, qui reprend et précise les dispositions de 1990 : on a enfin trouvé, semble-t-il, l'entreprise chargée du projet textile imaginé par les autorités autonomes de la région. Mais il faut attendre mars 1992 pour que l'entreprise en question, Sicotex 5, acquière les deux terrains nécessaires à l'installation de la nouvelle usine et ce n'est qu'en janvier 1993 que le patron de cette entreprise basque daigne venir visiter un "chantier" encore parfaitement inexistant. Au moment de la rédaction du livre, en 2004, l'entrepreneur basque n'avait pas posé encore la première pierre de l'usine. Quant aux cours de formation prévus pour les salariées d'IKE postulantes à un emploi hypothétique chez Sicotex 5, leur déroulement fut encore plus calamiteux, puisqu'il s'avéra bien vite que le patron indélicat utilisait les "cours de formation" pour disposer d'une main-d'œuvre gratuite à raison de sept heures par jour. Et il en ira de même des promesses d'embauche dans le nouveau centre commercial dépendant de la chaîne de distribution Pryca, où seules trois ex-salariées d'IKE seront engagées au lieu de la centaine prévue tout d'abord.

Le syndicat CSI résumait comme suit la teneur du plan de "reconversion" des ouvrières d'IKE : "Cadeau de 40 millions à l'entrepreneur pour la réalisation de cours pour recycler les travailleurs. Cadeau à l'entrepreneur de travail dissimulé sous forme de cours. Cadeau des machines et autres subventions au patron. Vente à vil prix de deux terrains à Roces, un cadeau de plus pour l'entrepreneur. Et la dernière réalité : 277 travailleuses à la rue."

Dans les entretiens qu'elles ont eus avec Carlos Prieto, les salariées s'expliquent sur la façon dont elles ont utilisé le temps de leur longue occupation de l'usine. Au bout de quelques semaines épuisantes où elles restent sur les lieux 24 heures sur 24, elles décident d'établir des tours rigoureux d'occupation : matinée, après-midi et nuit. Pour chacune, une semaine d'occupation est suivie de trois semaines libres. Dans des lieux inhospitaliers où, au tout début, l'eau et l'électricité ont été coupées, elles organisent des ventes des marchandises qui sont restées en stock, tiennent des assemblées, font des affiches, préparent les actions à venir. En novembre 1990, elles mettent sur pied une Rencontre de femmes, où elles accueillent des femmes de tout l'État espagnol, tout particulièrement les salariées de Charpo, une entreprise de conserverie galicienne, qui combattent contre le licenciement de plusieurs dizaines d'entre elles.

Bien que leur combat soit essentiellement fondé sur l'action directe, elles recourent à tous les moyens à leur disposition pour populariser leur cause, y compris l'intervention aux élections municipales de mai 1991, où elles se présentent sous le nom de Mujeres-IKE Contra el Paro (Femmes-IKE contre le chômage). Enfin, conseillées par un cabinet d'avocats spécialisés dans le droit du travail – dont Carlos

<sup>4</sup> L'Union syndicale ouvrière est un syndicat lié à des secteurs progressistes de l'Église. Elle fut créée, clandestinement, au temps du franquisme et participa à la création des Commissions ouvrières, avant de s'en désolidariser au moment où la mainmise du PCE sur l'organisation était devenue une évidence pour tout le monde. Quant au syndicat CSI (en français : Courant syndical de gauche), il s'agit d'une organisation implantée uniquement dans les Asturies : fondée sur des postulats "assembléistes", elle lutte pour la défense de l'identité industrielle de la région.

<sup>5</sup> "De l'atelier à la barricade. Le conflit d'IKE selon ses protagonistes", p. 33-80.

Muñiz, qui a participé à la rédaction d'un des chapitres du présent volume<sup>6</sup> –, elles s'efforcent de mettre en jeu tous les recours (voire les subterfuges) légaux existants pour permettre à l'entreprise d'éponger ses dettes à l'égard des banques, de la Sécurité sociale et du Trésor public et de repartir à zéro sous une autre raison sociale. Quand il apparut que la nouvelle entreprise n'était pas plus viable que l'ancienne, celles des salariées qui n'avaient pas accepté les plans concoctés par les autorités régionales décidèrent de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour s'emparer légalement des biens de l'entreprise, un projet auquel "elles étaient les seules à croire", confesse Carlos Muñiz, qui précise toutefois que "leur infatigable esprit de lutte [lui] fit penser que cela valait la peine d'être tenté" (p. 114). La dernière bataille livrée par les salariées est menée contre la justice, qui décide d'abord que l'État doit bénéficier d'un droit d'acquisition préférentiel sur les biens en question, puis est contrainte d'opter pour une mise à l'encan publique. Les salariées d'IKE en lutte vont faire en sorte que les candidats possibles aux enchères ne puissent même pas entrer dans la salle où ont lieu celles-ci et parviennent à s'adjuger les biens au détriment de leur seul concurrent pour le rachat des biens, le FOGASA (Fonds de garantie salariale), autrement dit le représentant de l'administration. C'est sur cet épisode que se clôt définitivement, en mars 1994, la longue bataille des ouvrières d'IKE, qui, au moins, obtiennent satisfaction sur un point, à savoir que "dans une situation de faillite, les biens de l'entreprise doivent aller aux travailleurs" (p. 119). Les biens seront rapidement vendus à un acheteur et les bénéfices partagés entre tous les salariés de l'ex-entreprise IKE, qu'ils aient participé ou pas à l'occupation des lieux. Les efforts consentis pendant plusieurs années ne furent pas entièrement vains, même si les maîtres en résignation auront beau jeu de faire remarquer que, au bout du compte, les salariées d'IKE ne sont pas parvenues à l'objectif qu'elles avaient assigné à leur combat dès le tout début, c'est-à-dire la conservation de leurs postes de travail, et que ce combat qui semblait perdu d'avance a bel et bien été perdu.

Alors quelles leçons peut-on tirer, en définitive, d'une expérience très emblématique de ce que sont aujourd'hui les luttes ouvrières dans les pays dits développés, où l'enjeu n'est plus désormais la hausse des salaires ou l'amélioration des conditions de travail mais plus simplement la défense d'un mode de vie, l'attachement des ouvriers à leur travail – un travail qui, quoi qu'en disent les idéologues de la fin de la "centralité de la valeur travail", continue de structurer l'identité sociale des individus et de donner un sens à leur temps libre – et, au bout du compte, la survivance de la condition ouvrière elle-même<sup>7</sup> ?

À l'évidence, cette expérience a été surtout une belle leçon de résistance aux diktats du "marché", d'autant plus précieuse qu'elle a eu lieu à une époque où règne la conviction qu'il ne sert plus à rien de résister contre des "lois" de l'économie (capitaliste) censées être aussi immuables que les lois de la nature. Rappelant que les ouvrières d'IKE se sont battues, avec peu de moyens et sans l'appui des "grands" syndicats, contre tout et contre tous, contre leurs patrons, puis contre les autorités régionales et les partis, contre les juges, contre les forces de "l'ordre" – qui les rudoyèrent sans égards particuliers pour leur condition de femmes mais se souviennent encore des longues aiguilles industrielles qu'elles leur enfonçaient dans la panse –, mais aussi contre ces citoyens qui, fâchés de les voir semer la zizanie dans l'ordre policé des villes, les invitaient très peu poliment à s'occuper un peu plus du soin de leurs foyers, contre leurs propres maris souvent, et surtout contre elles-mêmes, contre leur propre faiblesse, leur fatigue, le découragement accumulé, etc., Rendueles insiste sur le fait que ces femmes pas ou peu syndiquées, pas ou peu "politisées" au moment où on commença à envisager la fermeture de l'usine, ne se sont pas contentées de suivre l'exemple de leurs collègues mâles des autres secteurs industriels en capitotade de la région. "L'essentiel de la reconversion industrielle qui a marqué les années 80 en condamnant les Asturies à vivre, plutôt mal du reste, du secteur tertiaire s'est déroulé sous le signe du fatalisme notable. Les actes de résistance – quelques mobilisations dans les vallées minières, une grève générale... – ont été très limitées dans le temps et furent, avant tout, des démonstrations de force qui visaient à permettre aux syndicats de renforcer leur position autour de la table de négociations, qui débouchèrent sur la préretraite pour les adultes et le départ pour les plus jeunes. Même un des rares espaces authentiques de résistance industrielle qui a perduré au cours des ans – le secteur naval – ne peut être comparé à la bataille d'IKE."

Il resterait encore à se demander pourquoi les femmes, ces femmes-là en tout cas, sont allées plus loin que tous leurs homologues masculins de la mine ou de la sidérurgie, pourquoi ces femmes-là n'ont pas voulu "entendre raison", se satisfaire des plans concoctés par les experts de l'administration avec l'assentiment des "grands" syndicats, ne pas se résigner à cette pseudo-rationalité économique qui décide d'envoyer au rebut des femmes dotées pourtant d'une énergie incommensurable, ne pas se plier à

<sup>6</sup> Cf. "Panorámica jurídico-laboral del conflicto de IKE", p. 111-119.

<sup>7</sup> À ce sujet, on rappellera les luttes menées par les salariés de Cellatex, d'Adelshoffen, de Forgeval ou encore de Moulinex, dont les menaces (déverser de l'acide sulfurique dans la Meuse, faire exploser des fûts de gaz, etc.) – assimilées un peu vite à une résurgence des tactiques de l'anarcho-syndicalisme – disaient assez le désespoir devant des mesures où ils voyaient, à juste titre, la fin de leur monde, "avec ses règles, ses habitudes, ses valeurs, sa culture, sa force, ses réalisations, les souvenirs qui y sont enfouis" (Danièle Linhart, *op. cit.*, p. 33).

la logique d'une époque où le vieux rêve du temps libéré par la grâce de la technique s'est réalisé dans le cauchemar du chômage massif pour de larges fractions du monde ouvrier.

Quoi qu'il en soit, il faut savoir gré aux auteurs de ce livre d'avoir su rendre justice au combat de ce groupe de femmes infatigables en leur consacrant cet ouvrage qui va bien au-delà d'une sociologie du travail désincarnée ou d'un travail de mémoire, fût-elle la mémoire des vaincus. Certes, on accordera volontiers à Guillermo Rendueles que "se souvenir est déjà résister", mais le même fait observer, dans sa préface au volume, qu'il "serait excessivement injuste de ne considérer la lutte d'IKE qu'en termes d'héroïsme et de condamner leurs protagonistes à l'amertume du souvenir et de l'hommage" (p. 9). Au-delà donc de la célébration d'un combat exemplaire à tous égards, Rendueles nous invite à voir dans le comportement des ouvrières d'IKE "un authentique manuel d'instructions pour agir dans le nouveau (et à la fois si ancien) capitalisme mondialisé". Une belle leçon, en définitive, pour un beau livre.

M. C.

## Émile Pouget, *Le Sabotage*

Mille et Une Nuits, 2004, 112 p., 2,50 €

Quand il publie, autour de 1911-1912, cette sorte de manuel de résistance ouvrière à l'exploitation, Émile Pouget commence à se retirer de la vie syndicale après une dizaine d'années actives consacrées à l'animation de la toute jeune CGT, dont il a été l'une des têtes les plus visibles, aux côtés de Victor Griffuelhes et d'une génération militante hors pair, un retrait qui allait coïncider, comme on sait, avec le début de la perte d'influence des libertaires dans le mouvement ouvrier de France. Dans cette petite brochure publiée à l'origine par la librairie Marcel Rivière – qui édita la plupart des porte-parole du syndicalisme révolutionnaire, tant les militants syndicalistes que les intellectuels qui en tentèrent une traduction théorique –, Pouget offre un historique de cette tactique de résistance dont il précise que, dans sa "formulation théorique" du moment, elle est une "importation anglaise", bien qu'elle soit, à ses yeux, aussi vieille que l'exploitation elle-même. "Le sabotage, écrit-il, est connu et pratiqué outre-Manche depuis longtemps, sous le nom de *Ca' Canny* ou *Go Canny*", qu'il propose de traduire joliment par l'expressif "Ne vous foulez pas", une attitude qui découle tout naturellement de la transformation capitaliste du travail en marchandise. Dans cet historique, Pouget met aussi l'accent sur les efforts menés par les syndicalistes – par l'entremise d'une Commission du boycottage et du sabotage, où il figure lui-même – pour que cette tactique prenne rang parmi les formes de combat adoptées par la classe ouvrière contre le capitalisme<sup>1</sup>.

Pouget, qui ne peut s'empêcher – comme il l'a fait en d'autres occasions – de croiser le fer avec Jaurès, ennemi déclaré du recours au sabotage au nom d'une supposée "morale de classe", expose ensuite, et non sans humour, les divers procédés que recouvre cette nouvelle tactique de lutte ouvrière (qui ne se résume pas à la pure destruction, comme on serait tenté de le croire), où il voit une des formes d'action indispensables à la pratique de la lutte des classes : à l'égal des guérillas, qui développent "le courage individuel, l'audace et l'esprit de décision", le sabotage est, à ses yeux, ce qui "tient en haleine les travailleurs, les empêche de s'enliser dans une veulerie pernicieuse" et leur permet de s'habituer à agir par eux-mêmes. Ces procédés de sabotage, "variables à l'infini", consistent aussi bien à ralentir le travail qu'à rendre les produits fabriqués invendables, à immobiliser ou rendre inutilisables les outils de production. Il rappelle quelques exemples contemporains de ces diverses pratiques, depuis les méthodes plutôt pondérées du "badigeonnage" des devantures, pratiqué de 1902 à 1906 par les garçons coiffeurs, ou de la "bouche ouverte", qui consiste à dénoncer la mauvaise qualité des marchandises ou du travail fournis aux clients, jusqu'au sabotage des lignes télégraphiques et téléphoniques auquel s'adonnèrent des groupes révolutionnaires afin d'obtenir la réintégration de postiers révoqués pour faits de grève : dans ce dernier cas, extrême il est vrai, la règle selon laquelle le sabotage ne doit s'attaquer qu'au patron, sans que le consommateur n'ait à en subir les conséquences, souffre tout de même une exception assez considérable.

Dans la boîte à outils du parfait militant syndicaliste révolutionnaire, on trouve aussi, bien sûr, la fameuse méthode de l'obstructionnisme, ce que nous appelons aujourd'hui la "grève du zèle", qui "consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge avec une sage lenteur et un soin exagéré" : il reproduit à ce propos un amusant reportage paru dans la presse sur un mouvement mené par les employés des chemins de fer italiens, dont on recommandera chaleureusement la lecture.

Il ne faudrait pas croire que cet ouvrage – où les responsables de l'édition voient à juste titre un art pratique de la désobéissance qui exprime très bien l'esprit rebelle du syndicalisme français des origines –

<sup>1</sup> Sur les débats menés dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle autour du thème du sabotage, on se reportera au recueil *La Guerre sociale. Un journal "contre"* (chapitre "Les luttes ouvrières"), publié en 1999 par la maison d'édition Les Nuits rouges.

appartienne à une époque entièrement révolue et n'ait plus rien à dire aux lecteurs d'aujourd'hui. Il n'est que de lire ici même les remarques de Cosimo Scarinzi sur l'utilisation du sabotage au cours du mouvement de décembre 2003 de la part des tramainots italiens pour se convaincre du contraire : " Les moralistes du syndicalisme, écrit notre ami, feraient bien de se souvenir que le sabotage est la forme d'action à laquelle les travailleurs tendent à recourir quand la voie de la lutte franche leur est barrée. " Et c'est d'ailleurs ce que s'efforcent de démontrer les deux responsables de cette édition dans le court essai (" Comment péter un câble ? ") qui clôt ce petit et vivifiant volume. Ils y notent que le texte de Pouget est " d'autant plus libérateur aujourd'hui que la précarisation et l'individualisation des conditions de travail ont accentué la pression sur les salaires " et, recourant au témoignage d'Abdel Mabrouki (*Génération précaire*, Le Cherche-Midi, 2004), relèvent que, la situation actuelle rendant la pratique de la grève de plus en plus difficile, " ce n'est pas un hasard si les luttes actuelles font du Pouget sans le savoir ". Peut-on espérer que la redécouverte des textes d'un des animateurs de la première CGT – qui, lui, ne fut jamais au nombre des moralistes du syndicalisme – puisse aider les esprits rebelles d'aujourd'hui à faire bientôt du Pouget en toute connaissance de cause ?

M. C.

**Frank Fernández, *L'Anarchisme à Cuba*  
suivi d'Augustin Souchy, *Témoignages sur la révolution cubaine*  
(dessin de couverture de Marcos Carrasquer)  
Éditions CNT-RP, 2004, 236 p., 14 €**

Si on sait que les premiers mouvements ouvriers d'Amérique latine furent le plus souvent d'inspiration libertaire, on connaît fort peu de chose sur la plupart de ces organisations, excepté peut-être la FORA, qui, par sa longévité et l'importance qu'elle eut jusqu'à l'orée des années 30, est encore dans les mémoires des connaisseurs de " l'autre mouvement ouvrier ", pour reprendre ici le terme utilisé dans un livre publié en 2001 par les éditions de la CNT-RP, où Eduardo Colombo avait donné un long texte sur l'histoire de cette organisation ouvrière anarchiste argentine.

Que connaissons-nous de l'histoire de cet " autre mouvement ouvrier " des pays de l'Amérique d'expression espagnole ou portugaise ? En vérité, à peu près rien, puisque rien n'a paru depuis fort longtemps sur des mouvements dont il ne reste pratiquement plus trace de nos jours : en 1970 déjà, tirant le bilan de la présence du mouvement libertaire dans le Nouveau Monde, Louis Mercier Vega notait que " les anciens sigles, autrefois synonymes de puissantes organisations, [...] ne [correspondaient] plus qu'à des poignées d'anciens militants ", au point que " l'anarchisme latino-américain donne l'impression d'être entré dans le coma "<sup>1</sup>. C'est pourquoi le livre de Frank Fernández vient à point nommé pour nous faire connaître l'histoire du mouvement anarchiste à Cuba, depuis l'introduction des idées de Proudhon – que des émigrés espagnols amènent dans leurs bagages dès les années 50 du XIX<sup>e</sup> siècle – jusqu'à la participation des libertaires de l'île à la révolution de 1959 puis à leur résistance contre le régime issu de ce même mouvement.

L'histoire de l'implantation des idées anarchistes commence en 1857 avec la création de la première société mutuelliste au sein des ouvriers du tabac, qui précède d'assez peu la première grève dans ce secteur, en 1865.

Dès avant la première guerre d'indépendance, l'île va connaître la fondation de multiples associations ouvrières libres, tant chez les ouvriers du tabac que chez les typographes, les artisans, les menuisiers, les journaliers, etc., qui s'inspirent encore du mutuellisme proudhonien. Il faut attendre cependant la fin de la guerre de Dix Ans pour voir apparaître l'anarchisme proprement dit, grâce au typographe espagnol J. C. Campos, puis à celui qui sera, pendant quelques courtes années, le principal porte-parole de l'anarchisme cubain, Enrique Roig San Martín – lequel, à partir de 1883, anime une série de publications révolutionnaires, dont *El Obrero* puis l'hebdomadaire *El Productor*, qui deviendra, selon l'auteur, une sorte de lecture obligée pour tous les ouvriers organisés de l'île.

Les anarchistes vont être, pendant plusieurs décennies, l'aile marchante du mouvement ouvrier sur l'île, fondant la FOH (Fédération ouvrière de La Havane) puis, grâce à l'impulsion de l'anarcho-syndicaliste Alfredo López, la première confédération des travailleurs cubains, la CNOC, qui, sur le modèle de la CGT française ou de la portugaise, accueille aussi bien les syndicats réformistes que les libertaires. Ceux-ci y veillent d'ailleurs à ce que l'orientation anarchiste prime sur la première en affirmant, dès la fondation de la centrale, " le refus total et collectif de l'action électorale " du mouvement ouvrier organisé. Mais, en vérité, l'anarchisme cubain a fini de manger son pain blanc, et les années qui suivent vont le voir s'engager peu à peu dans un déclin dont il ne sortira plus, en particulier à cause de la répression exercée contre lui par le dictateur Gerardo Machado. Celui-ci sait mettre à profit les différends existant au sein de la confédération ouvrière entre le courant anarcho-syndicaliste et le

<sup>1</sup> Louis Mercier Vega, *L'Increvable Anarchisme*, Union générale d'éditions, 1970, p. 62 et 67.

réformiste pour mener une politique de dure répression contre le premier. Alfredo López, qui s'est refusé à accepter les prébendes promises par le dictateur, est enlevé en juillet 1926 par les tueurs à gages de Machado et disparaît à jamais : son corps ne sera retrouvé que sept ans plus tard, à la chute du dictateur. L'instauration de la dictature de Batista ne facilitera pas la tâche à un courant libertaire qui ne parvient plus à remonter la pente, et dont l'influence est battue en brèche au sein de la nouvelle centrale ouvrière, la CTC (Confédération des travailleurs de Cuba), dominée par les bureaucrates du Parti révolutionnaire authentique et du PCC, du moins jusqu'en 1947, quand le président Grau San Martín décide l'expulsion des staliniens de leurs postes de responsabilité. En 1949, les anarcho-syndicalistes, qui exercent encore une certaine influence sur les travailleurs affiliés à la CTC, tentent, mais sans y parvenir, de créer une Confédération générale du travail libérée des tutelles politiques qui pèsent sur le syndicalisme cubain d'alors.

C'est dire si le mouvement libertaire va se trouver marginalisé et bien amoindri dans ses forces au moment où s'affirme l'opposition armée au régime de Batista, dans laquelle les anarchistes seront réduits à un rôle très secondaire, qui ne leur permet pas de peser sur l'évolution des faits après la prise de pouvoir par les guérilleros de Castro et Guevara. Le livre de Frank Fernández montre très bien la difficulté de la situation que doit affronter alors le mouvement libertaire cubain, qui, malgré quelques défections spectaculaires – dont celle de Manuel Gaona, qui parvient à extorquer une *Déclaration* pro-castriste à certains des militants les plus âgés et les plus reconnus de l'anarcho-syndicalisme de l'île –, se prononce clairement contre les abus autoritaires d'une "révolution" que l'attitude du voisin nord-américain pousse inexorablement à l'alignement sur l'URSS et à l'adoption de son modèle de socialisme d'État. Les libertaires cubains, qui, n'ayant plus guère d'autre choix qu'entre la trahison de leurs idéaux, la prison ou l'exil, optent en majorité pour le départ de l'île, devront faire face à l'incompréhension non seulement de l'ensemble d'une gauche gagnée à la cause castriste<sup>2</sup> mais même d'une bonne part de leurs compagnons du mouvement libertaire international. Certains militants anarchistes, quoique sans partager l'admiration que la gauche voue au régime issu de la révolution de 1959, n'en penchent pas moins pour un appui critique au régime castriste, qui va de pair, chez certains, avec une profonde défiance à l'endroit du Mouvement libertaire cubain en exil – un sentiment dont Cohn-Bendit se fit l'interprète au congrès de Carrare en 1968 quand il accusa purement et simplement le MLCE d'être à la solde de la CIA. Le livre de Frank Fernández propose une vue détaillée des effets de la "révolution castriste" sur le mouvement libertaire international et des réticences de celui-ci à adopter une position nettement contraire à un socialisme d'État tropical dont la proximité avec le modèle des pays de l'Est a pourtant été très vite manifeste. L'échange entre l'anarchiste cubain Manuel Ferro et Federica Montseny – celle-ci faisant remarquer au premier qu'il n'était "pas très bien vu d'attaquer Castro en Europe", ce à quoi Ferro rétorqua qu'il "n'était guère facile non plus d'attaquer Franco à Miami" – est symptomatique du fossé d'incompréhension qui s'était établi entre les uns et les autres.

Ce n'est d'ailleurs probablement pas un hasard si le témoignage capital livré par Augustin Souchy sur les premiers pas et les premières expériences du socialisme à la cubaine n'avait jamais été publié en entier en France, et c'est encore moins un hasard si ce fut Mercier-Vega – taxé lui aussi, pendant des années, d'être un suppôt de la CIA – qui se chargea d'en publier quelques (trop) courts extraits dans une petite brochure<sup>3</sup> publiée sous les auspices du groupe éditeur de *La Révolution prolétarienne*, la revue syndicaliste révolutionnaire animée par Pierre Monatte et ses amis. C'est un des principaux mérites, il nous semble, des éditions de la CNT-Région parisienne d'avoir fait suivre le petit livre de Frank Fernández de la traduction complète du texte rédigé par le vieux militant anarcho-syndicaliste Souchy – secrétaire de l'AIT fondée en 1923, présent en Espagne au cours de la guerre civile et auteur vers la fin des années 50 d'un reportage sur le système des kibboutz – à la demande même du nouveau régime, qui en escomptait sans doute quelques bénéfiques propagandistes. Le résultat de l'enquête menée très honnêtement par Souchy ne fut pas, comme on peut l'imaginer, à la hauteur des espérances qu'y avaient mises les nouveaux maîtres "socialistes" de Cuba, et, une fois Souchy parti, le volume fut envoyé bien vite au pilon. Le régime put cependant compter sur bien d'autres plumes et d'autres voix pour assurer sa défense sur la scène internationale. Il est dommage que le texte de Souchy n'ait pas servi, en revanche, au mouvement libertaire international à clarifier et à unifier ses positions sur le modèle de socialisme instauré à Cuba.

<sup>2</sup> Un exemple parmi des milliers d'autres : la prestigieuse maison d'édition antifranquiste Ruedo ibérico, fondée et animée par le libertaire José Martínez, faisait paraître en 1967 un volume de plus de 500 pages intitulé *Cuba : una revolución en marcha*, entièrement dédié à l'apologie du régime castriste. On y reprenait même des articles parus dans *Granma*, où les rédacteurs de l'organe officiel du régime faisaient mine de s'interroger doctement sur la lutte contre la bureaucratie et le danger de la voir se transformer en une nouvelle couche sociale. Pour l'anecdote : le volume se concluait par un article, pas moins louangeur que les autres, de l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, qui n'était pas encore converti aux excellences du néo-libéralisme.

<sup>3</sup> Il s'agit de *Cuba : révolution et contre-révolution*, Paris, CILO, 1962.

Bien qu'on puisse faire quelques objections au contenu de ce livre, d'une très belle facture par ailleurs – à commencer par le déséquilibre entre une première partie qui, bien que consacrée à la période dorée de l'anarchisme cubain, laisse le lecteur un peu sur sa faim et une seconde partie où l'auteur ne tient plus tout à fait son sujet et, aveuglé parfois par la haine qu'il voue au castrisme, se laisse aller à des jugements plus que discutables<sup>4</sup> –, il a le mérite d'exister et de donner aux lecteurs français la première vue d'ensemble de ce que fut l'importance des libertaires cubains dans l'organisation et l'animation du mouvement ouvrier de l'île. Il était plus que temps, sans aucun doute, que justice soit rendue à tous ces militants, Enrique Roig San Martín, Alfredo López, Marcelo Salinas et tant d'autres, dont les noms mêmes nous étaient inconnus jusqu'ici.

M. A. P.

### ***Dizionario biografico degli anarchici italiani.***

**Pise, Biblioteca Franco Serantini, 2004, 2 vol. (790 et 800 p.), 80 € le vol.**

Parmi les ouvrages à caractère historique sur le mouvement anarchiste, ce dictionnaire biographique occupe une place très particulière<sup>1</sup>.

On disposait jusqu'ici de dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier à base nationale, parfois du mouvement socialiste, communiste ou catholique, mais c'est la première fois que cette opération est menée à bien pour ce qui concerne le mouvement libertaire.

Il s'agit d'un ouvrage monumental, qui a demandé trois années de travail et la collaboration de plus d'une centaine de chercheurs – dont plusieurs avaient travaillé ensemble dans le cadre de la *Rivista storica dell'anarchismo* (RSA), que fait paraître depuis 1994 la Biblioteca Franco Serantini de Pise, mais qui, pour d'autres, se sont retrouvés pour la première fois autour de ce projet commun.

Or, si la RSA avait décloisonné les études sur le mouvement libertaire en permettant à tous ceux qui s'intéressaient à la question, anarchistes ou pas, de se retrouver autour de la même table et de disposer d'un lieu où publier leurs recherches, le dictionnaire a permis qu'une véritable cohorte de chercheurs de tous horizons se coordonnent autour d'un projet – conçu sur une base géographique (Nord-Est, Nord-Ouest, Centre, Sud et îles) et dirigé par quatre universitaires garantissant les relais officiels nécessaires à son financement – consistant à recenser de façon systématique, à partir de sources diverses, plus de 2 100 noms de militants anarchistes italiens sur une période s'étendant de la Première Internationale à 1970.

L'exploitation des sources policières – les documents de police conservés dans les Archives centrales de l'État et dans celles des préfectures de police – permet à la fois de reconstituer la vie et les activités des individus qui font l'objet d'une surveillance acharnée, mais montre aussi en filigrane l'imaginaire et les obsessions d'une police et d'une magistrature qui voient des complots partout et donnent une importance disproportionnée à des événements qui souvent n'en ont pas, au gré du hasard, de la maniaquerie policière ou de l'hystérie répressive qui marque certaines époques. Le plus souvent, reconnaissons-le, l'abondance des informations ne contribue en rien à la compréhension des événements et de la logique des individus soumis à surveillance. L'analyse historique confirme donc à souhait ce qui relève du sens commun : la police sait tout mais ne pige rien. Même si des distinctions sont à faire entre, par exemple, la période "démocratique" qui précède le fascisme et le fascisme lui-même, où la diabolisation de toute opposition politique trouve chez les anarchistes une cible de choix.

La source principale des biographies contenues dans ce dictionnaire reste le système de fichage mis en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sous le nom de "Casellario politico centrale" et maintenu en vigueur jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. On y dénombre, sur l'ensemble de la période, 152 652 dossiers personnels, dont 26 626 (environ 17 %) sont considérés comme relatifs aux anarchistes. Mais le nombre de militants de ce courant est nettement sous-estimé : beaucoup d'entre eux, en effet, ont été classés simplement parmi les "antifascistes" et nombre de dossiers établis au nom d'un individu portent en réalité sur un groupe, une famille, un réseau, voire traitent d'un "complot" dont les protagonistes n'ont pas forcément tous l'honneur d'un dossier personnel. L'histoire des anarchistes étant étroitement mêlée à celle de l'extrême gauche antimonarchiste au sens large, il faut, pour avoir une idée de l'importance de ce courant, la comparer à celle d'autres courants. Ainsi en 1913 dénombrerait-on 9 000 anarchistes environ, à côté de 33 000 républicains et 40 000 socialistes.

<sup>4</sup> Nous avons en vue tout particulièrement ce passage où l'auteur rend les guérillas castristes responsables de l'instauration des dictatures militaires en Amérique latine au cours des années 60-70, un jugement pour le moins discutable, voire carrément faux dans certains cas : qu'on pense, par exemple, au coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili.

<sup>1</sup> Pour rédiger cette note, j'ai synthétisé la présentation du premier volume du dictionnaire, signée par M. Antonioli, G. Berti, S. Fedele et P. Iuso.

Outre cette source essentielle, ont été utilisés pour établir les biographies du dictionnaire des livres, des brochures, la presse de l'époque et du mouvement libertaire, des témoignages et toutes sortes de documents originaux retrouvés dans des archives privées. Évidemment, tous les anarchistes n'ont pas été recensés, mais l'échantillon a été établi en tenant compte de leur importance dans l'histoire du mouvement ouvrier en général et du mouvement libertaire en particulier. Les femmes ne représentent que 3 % du total, ce qui confirme que l'engagement politique est à cette époque un phénomène essentiellement masculin. Elles apparaissent d'ailleurs surtout à l'intérieur de dossiers portant sur le groupe familial ou sur des individus de sexe masculin, ce qui montre bien qu'y compris dans la perception des services de police, l'activité de la femme reste subalterne à celle de son compagnon. Les quelques biographies féminines que contient le dictionnaire concernent des figures marquantes du mouvement et témoignent d'une modification de la culture et des mœurs.

De cette recherche ont été exclus ceux qui sont devenus anarchistes après 1968, car il s'agit là d'un anarchisme différent de l'anarchisme traditionnel, produit d'une profonde modification de la société et du mouvement lui-même. Toutes les données ont été insérées dans une base de données disponible en ligne (<http://dbai.it>), qui sera mise à jour au fur et à mesure de l'avancement des recherches.

Dans ces biographies, on trouve confirmation de la répression féroce que tous les gouvernements ont exercée contre ce mouvement, aussi bien sur le plan judiciaire que policier, mais qui a pris parfois des formes économiques et sociales plus subtiles (licenciements, expulsions, bannissements, agressions physiques, etc.). On y découvre qu'environ 60 % des militants recensés ont été obligés à un moment ou à un autre de leur vie de quitter le pays pour une quarantaine de destinations différentes de par le monde. 70 % d'entre eux ont trouvé refuge dans d'autres pays européens, 13,5 % en Amérique latine et 9,7 % en Amérique du Nord.

Il apparaît que 73 % des personnes recensées sont nées entre 1860 et 1899 (19,7 % entre 1870 et 1879, 20,7 % entre 1880 et 1889 et 22,1 % entre 1890 et 1899), 14,5 % entre 1900 et 1919, 1,2 % entre 1920 et 1939 et 0,27 % entre 1940 et 1959. Ce qui confirme sans conteste que la période d'expansion du mouvement anarchiste italien se situe entre 1880 et 1914, et que l'avènement du fascisme se traduit pour lui par une crise profonde. Il faudra attendre les années 1968 pour qu'il connaisse un nouvel essor, mais ce sera alors dans des conditions et avec des caractères totalement différents.

La Première Guerre mondiale est un moment de grande turbulence pour ce mouvement, une minorité, faible en nombre mais très bruyante, ayant apporté son soutien au courant belliciste. À la reprise des luttes de l'après-guerre, dans un climat devenu insurrectionnel, le mouvement anarchiste reprend du poil de la bête ; mais il connaît très vite un déclin, qui se poursuivra, lentement, pendant un demi-siècle. D'emblée, la lutte contre le fascisme devient une question de survie, avant même de faire l'objet d'un choix. Les anarchistes tentent de répondre coup par coup aux agressions des bandes fascistes et participent aux tentatives d'organisation de la résistance des Arditi del popolo, seule réponse sur le terrain militaire qui ait eu quelque efficacité. La répression armée, la complicité de l'État libéral, les tentatives de pacification des socialistes et le sectarisme communiste auront raison de cette unique tentative de résistance armée à la montée du fascisme.

Entre 1922 et 1927, l'on assiste à un véritable exode, les militants les plus actifs étant obligés de s'exiler pour sauver leur peau. Pour ceux qui restent, c'est la mort, la prison ou, dans 228 cas (soit 12 % du total), l'assignation à résidence. Mais le problème le plus grave est la déchirure du tissu associatif, humain, qui, pendant plus d'un demi-siècle, avait permis au mouvement de s'enraciner socialement. Il n'est pas exagéré de dire que, de tous les groupes antifascistes, c'est bien le mouvement anarchiste qui est le plus durement frappé par la répression fasciste. Les persécutions policières ne s'arrêtent d'ailleurs pas aux frontières italiennes : les exilés se retrouvent souvent en butte à des tracasseries innombrables, isolés de surcroît, sans autre aide, souvent, que celle de la communauté libertaire italo-américaine aux États-Unis, de la CNT espagnole pendant la guerre civile ou de la faible AIT fondée à Berlin en 1922.

Sur les militants recensés, 250 ont participé à la guerre civile espagnole – dans laquelle se sont engagés 4000 Italiens, dont un millier de communistes et 700 à 800 anarchistes – et 200 environ (10,6 % des biographies) à la Résistance antifasciste en Italie, parfois dans des formations spécifiquement anarchistes.

La répartition régionale des militants recensés est à l'image de celle du mouvement : 31 % en Toscane, 15,5 % en Émilie-Romagne, 10 % en Lombardie. On observe ainsi une certaine stabilité de l'enracinement social des anarchistes, y compris dans les moments les plus difficiles de leur histoire : ils sont implantés dans les régions les plus industrialisées du pays et occupent souvent des postes de responsabilité au sein des institutions du mouvement ouvrier (ligues de résistance, syndicats d'industrie, Bourses du travail, etc.).

Les chiffres apportent un démenti cinglant aux stéréotypes divulgués par la propagande et l'historiographie communistes selon lesquels les anarchistes seraient des artisans ou des petits-bourgeois plus ou moins arriérés : 64,75 % sont des salariés, 25 % des travailleurs autonomes et 8 % appartiennent aux professions libérales. Parmi les salariés, 32 % sont des ouvriers industriels ou des mineurs, 9 % des ouvriers du bâtiment ; parmi les artisans, 6 % sont cordonniers et 3,6 % menuisiers. Il y a très peu de

paysans, et seulement 3,5 % de salariés agricoles. Dans ce secteur en effet, l'implantation socialiste et catholique est hégémonique. Malgré une présence importante des organisations syndicalistes révolutionnaires dans les régions agricoles du centre de l'Italie, leurs membres semblent donc plus attachés à la pratique de l'action directe qu'à l'idée anarchiste.

En Toscane, pour prendre un exemple, on trouve une forte concentration d'anarchistes parmi les marbriers de Carrare, les mineurs du Val d'Arno, les sidérurgistes de Piombino, les dockers et les ouvriers des chantiers navals de Livourne, les céramistes, verriers et cheminots de Pise et les ouvriers du bâtiment de Pise et de Florence.

Le nombre de militants issus de la bourgeoisie est faible : 3,4 % ont un diplôme d'enseignement supérieur et 5,3 % seulement ont fréquenté le lycée. En revanche, nombreux sont les autodidactes et les promoteurs d'initiatives éditoriales.

Soulignons, pour finir, le caractère composite et fédéraliste de l'anarchisme italien : dans toutes les régions et tous les secteurs, les différentes tendances du mouvement – communistes, socialistes, mutualistes, individualistes, syndicalistes, antimilitaristes, éducationnistes, pacifistes, etc. – sont représentées.

Si le récit historique est souvent comparable à une fresque, ce dictionnaire ressemble plutôt à une énorme mosaïque, où la juxtaposition d'un très grand nombre de pièces permet à la fois d'entrer dans le détail des vies particulières et de donner une image d'ensemble du mouvement infiniment nuancée.

**Ch. de G.**

Le livre est à commander à la Biblioteca Franco Serantini (BFS), C.P. 247 – 56100 Pisa (Italie). [bfspisa@tin.it](mailto:bfspisa@tin.it) - Les envois sont effectués après versement sur le CCP 11268562. Pour des commandes d'au moins cinq exemplaires, réduction de 30 %.

## **Alibrando Giovannetti, *Il sindacalismo rivoluzionario in Italia : l'azione diretta, le lotte e le conquiste proletarie***

**Édition et notes de Marco Genzone et Franco Schirone, fiche bio-bibliographique de Guido Barroero, introductions de Cosimo Scarinzi et de Giorgio Sacchetti et postface de Sergio Onesti. Milan, 2004, 224 p., 15 €**

Cet ouvrage est coédité (en italien) par l'USI, Zero in Condotta (FAI) et *Collegamenti-Wobbly*, autrement dit par les composantes du mouvement libertaire italien qui se réclament à différents titres de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire. “Le proposer aujourd'hui veut dire revendiquer notre propre mémoire face à la pensée dominante, se poser et poser des questions précises à notre temps. Cela veut dire notamment s'interroger sur les perspectives du syndicalisme radical concrètement existant et œuvrer [...] à la revendication, sur le plan de la culture et des projets, de l'indépendance du mouvement des travailleurs”, disent les éditeurs en quatrième de couverture.

Le livre propose plusieurs textes d'Alibrando Giovannetti, dernier secrétaire de l'Union syndicale italienne (USI), avant qu'elle ne soit détruite par le fascisme. Giovannetti fut, une vingtaine d'années durant, un des hommes de proue de l'USI. Moins connu que le syndicaliste De Ambris (favorable à la guerre en 1915) ou l'anarchiste Borghi, il fut la véritable cheville ouvrière de l'organisation anarcho-syndicaliste italienne.

Le premier et le plus important des textes regroupés dans le volume a paru en feuilleton, en 38 épisodes, dans *Il Proletario* (Le Prolétaire) de Brooklyn, organe en langue italienne des IWW, entre 1925 et 1927. Il retrace, à partir des notes de l'auteur, toutes les luttes qui ont marqué l'existence de l'USI depuis les origines du syndicalisme révolutionnaire en Italie jusqu'aux dernières tentatives d'opposition au fascisme triomphant.

Les piques polémiques à l'adresse des socialistes ne manquent évidemment pas – notamment sur la période des deux années rouges qui suivirent la guerre et provoquèrent “la grande peur” de la bourgeoisie – mais les éléments d'explication restent faibles. Les notes de l'auteur sont souvent peu développées et le récit est parfois allusif. En revanche, on trouve bon nombre d'éléments pour comprendre le climat de l'époque où les textes ont été rédigés, soit entre 1925 et 1927, période où le fascisme élimine durablement toute opposition politique à l'intérieur du pays.

En filigrane, on peut trouver dans l'ouvrage plusieurs éléments pour apprécier les conquêtes ouvrières ainsi que les limites de la culture syndicaliste de l'époque. Bien que le pays traverse une période de quasi-insurrection, Giovannetti a surtout pour horizon les gains matériels que les ouvriers réussissent à décrocher : la victoire de la grève des chantiers navals de juillet-août 1920 permet d'obtenir un quasi-monopole d'embauche pour les ouvriers syndiqués (p. 115) ; et, à la fin de l'année 1920, face à la menace de licenciements, l'USI obtient que les horaires de travail y soient réduits de huit à six heures par jour : la production ne baisse pas et la productivité augmente (p. 141).

La fin de ce premier texte contient une allusion au véritable consensus dont a bénéficié le fascisme, et que les historiens du mouvement ouvrier du courant dominant ont cherché à nier plusieurs décennies durant – il faudra attendre la fin de cette hégémonie pour que le problème soit enfin posé clairement.

Les autres textes sont beaucoup plus synthétiques. Le deuxième est un article qui tente un bilan d'un demi-siècle de luttes, publié en pleine tourmente, en 1924. Le troisième porte sur les affinités et les différences entre syndicalisme (révolutionnaire) et " unionisme industriel ", la forme spécifique de syndicalisme que connaissent alors les États-Unis et qui donne naissance aux IWW, fondée sur un refus du syndicalisme de métier – fortement teinté de corporatisme – au profit d'un syndicalisme où toutes les branches d'une même industrie se retrouvent ensemble dans la perspective de construire une seule grande " union " ouvrière.

Le quatrième et dernier texte présente la lutte pour les six heures menée par les ouvriers des mines de charbon du Valdarno, de fer de l'île d'Elbe et de soufre de Sicile ou encore par les marbriers de Carrare, lutte qui commence en pleine guerre, en 1917, et s'achève victorieusement en 1919.

Giovannetti n'est pas un professionnel de l'histoire, mais un militant qui écrit à partir de ses notes, pour témoigner sur ce qu'il a connu et vécu. Le livre est donc un document de première main, qui permet de soustraire à l'oubli un ensemble d'expériences qui, sans lui, nous seraient restées inconnues.

Ces textes ont ceci d'original (le premier et le dernier notamment) qu'il ne s'agit pas de récits à forte teneur idéologique, tels qu'en produit traditionnellement le mouvement ouvrier en général et le mouvement anarchiste en particulier, mais d'une série de notes sur des grèves, des expériences concrètes que l'histoire écrite par les vainqueurs ou les courants majoritaires du mouvement ouvrier a eu tendance à évacuer et à oublier. On y trouve la revendication orgueilleuse du rôle joué par le courant syndicaliste et libertaire dans la lutte sociale, notamment durant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, dans des conditions extrêmement difficiles.

Les faiblesses de l'analyse sont cependant évidentes. On y chercherait en vain une autre explication à la montée et à la victoire du fascisme que celle, un peu primaire, que l'on pourrait synthétiser ainsi : ils ont gagné parce qu'ils étaient les plus forts. De ce point de vue, on restera donc sur sa faim et il faudra s'adresser à d'autres auteurs (Malatesta, Fabbri, Borghi, ou Berneri, par exemple) pour en savoir plus.

En revanche, ce livre est très utile pour qui veut découvrir d'autres aspects du mouvement ouvrier italien que la CGL et les courants socialistes.

**Ch. de G.**

## **Francisco Martinez-Lopez " El Quico ", *Guérillero contre Franco. La guérilla antifranquiste du León (1936-1951)***

**Paris, Syllepse, 2000, 175 p.**

Depuis quelque temps, les événements des années de la guerre civile espagnole et de l'après-guerre reviennent à la surface par la volonté courageuse des survivants et des familles des victimes. Un peu partout en Espagne, malgré le désintérêt des instances officielles, des associations se constituent pour trouver les charniers où sont enterrées les victimes de la répression franquiste. En écrivant *Guérillero contre Franco. La guérilla antifranquiste du León*, Francisco Martinez-Lopez commet un acte de guérilla pour la mémoire, celle des résistants qui se sont engagés, comme lui, dans un combat inégal pour la dignité et la liberté. C'est une pierre apportée à l'édification d'une meilleure compréhension de l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier espagnol.

Après la chute du front nord (Asturies-León) en 1937, beaucoup de militants du León sont retournés dans leur région d'origine tombée aux mains des franquistes dans les premiers jours du putsch militaire. Dans cette province enclavée, limitée au nord par la région minière des monts Cantabriques et au sud par la Meseta aride, ils ont poursuivi un combat sans merci contre les phalangistes et les militaires qui s'y étaient distingués par une féroce répression.

Le récit d'" El Quico " recouvre principalement la seconde période de la résistance armée, qui va des années 40 aux années 50. Les derniers survivants de son groupe s'exilant en France en 1951, alors que d'autres persisteront encore quelques années.

Après avoir perdu l'espoir d'une intervention alliée, le maquis plonge dans une lutte désespérée qui, du point de vue stratégique, marque peu de points face aux forces franquistes. Avec peu d'appuis politiques et logistiques de la part de leurs organisations (CNT, PCE, PSOE, UGT...), les maquis sont acculés à la montagne. Ils se défendent dans des conditions épouvantables, et seul le soutien de la population ouvrière et paysanne leur permet de survivre. " El Quico " insiste sur le rôle joué par les habitants des villages des régions de la Cabrera et du Bierzo qui les soutiennent au péril de leur vie (beaucoup sont torturés et assassinés).

L'intérêt de ce livre est qu'il va à l'encontre de beaucoup d'idées reçues. On y découvre tout d'abord la durée extrêmement longue de la résistance armée et populaire dans une région particulièrement

difficile, tant sur le plan géographique que du rapport entre forces des organisations ouvrières et forces réactionnaires.

Un autre aspect intéressant est celui de la volonté unitaire des guérilleros issus d'organisations politiques et syndicales différentes. Faut-il voir ici la culture unitaire qui avait caractérisé la révolution asturienne d'octobre 1934 avec son fameux slogan " Union des frères prolétaires " (UHP), ou s'agissait-il seulement de nécessité impérieuse pour la survie dans une situation adverse ? Les deux facteurs ont certainement joué leur rôle.

Francisco Martinez-Lopez, qui est issu du PCE, ne porte pas aux nues son organisation, empêtrée dans de graves problèmes d'infiltration policière et dont la direction n'était pas en phase avec les militants sur le terrain. Sans doute parce qu'il était très jeune à l'époque, il ne fait guère référence aux affrontements qui se sont produits dans le camp antifranquiste durant la guerre civile (les événements de mai 1937 à Barcelone par exemple). Il semble aussi épargné par le conflit qui oppose, dans les années 40, l'Union nationale espagnole (UNE) et l'Alliance nationale des forces démocratiques (ANFD).

Rappelons que l'UNE était une tentative des communistes de constituer, sous leur direction, l'opposition antifranquiste, en y intégrant des secteurs de la droite espagnole : monarchistes, phalangistes déçus, etc. Refusant d'être dirigés par les communistes et rejetant leur stratégie, la CNT, l'UGT (socialiste) et d'autres forces du camp républicain s'organisent au sein de l'ANFD. La Fédération de la guérilla de León-Galice va maintenir un lien avec ces deux organismes mais sans y adhérer, jusqu'en 1946 où elle fera le choix de l'ANFD (voir W. Álvarez Oblanca et al., *Historia del anarquismo leonés*, éd. Santiago García, León, 1993).

On peut regretter la faible mise en perspective du contexte politique dans lequel se déroule le combat du maquis décrit dans cet ouvrage, tout comme une écriture parfois laborieuse. Cela dit, ce récit est plein de sincérité et d'émotion. Il relate une épopée qui fait partie des grands combats pour l'émancipation humaine. À lire et à faire connaître.

J. G.

### **Ngô Van, *Utopie antique et guerre des paysans en Chine.***

**2004, Le Chat qui pêche, 45 p.**

Le dernier ouvrage de Ngô Van, paru peu avant sa mort toute récente, est aussi bref que lumineux. Après l'énorme travail de reconstitution historique que représentait *Vietnam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, après *Au pays de la cloche fêlée*, l'oeuvre autobiographique qui en était en quelque sorte le complément, Ngô Van est revenu à l'histoire de la Chine ancienne à laquelle il s'était intéressé très tôt, puisqu'elle faisait déjà l'objet de son premier ouvrage, *Divination, magie et politique dans la Chine ancienne*. Le sens qu'il accorde à cette évocation d'un morceau d'histoire méconnu semble tout entier contenu dans le paragraphe de conclusion : " En Chine comme en Occident, l'utopie, qui fut si fort enracinée chez les dépossédés, participe d'un savoir populaire de l'émancipation qu'il importe de mettre en lumière avant qu'il ne se noie dans les adaptations sinieuses et brutales de la modernité économique aux coercitions du passé. " De ce souci qui fut le sien, nous lui serons longtemps reconnaissants.

N. T.

## **Revues**

### ***A contretemps* n° 17**

**juillet 2004, 40 p., non commercialisé**

Le bulletin de critique bibliographique animé par Freddy Gomez et Monica Gruszka consacrait son numéro d'été à Juan García Oliver (1902-1980), une des personnalités les plus emblématiques de l'anarcho-syndicalisme espagnol, membre du groupe " Nosotros " – aux côtés, entre autres, de Francisco Ascaso et Buenaventura Durruti –, défenseur à tout crin au sein de la CNT de la tactique de la " gymnastique révolutionnaire ", avant d'être désigné par la grande centrale syndicale pour la représenter au sein du gouvernement Largo Caballero.

Après une longue, et fort bien écrite, évocation de l'étonnant trajet qui mena notre homme jusqu'aux plus hautes sphères de l'État républicain – évocation pour laquelle José Fergo a puisé dans *El Eco de los pasos*, les Mémoires de García Oliver publiées en 1978 par les éditions Ruedo ibérico –, le bulletin traduit l'article que José Martínez (le créateur de cette légendaire maison d'édition) consacra au livre dans l'Espagne des années de la Transition, en défendant brillamment un projet éditorial pour lequel il

employa beaucoup de son temps et de son énergie, comme on peut le constater à la lecture des quelques manuscrits du livre qui sont reproduits. Enfin, les animateurs d'*A contretemps* nous donnent aussi la version française du long entretien accordé par García Oliver en 1977 dans le cadre d'un projet italien sur l'Espagne de 1936. Aiguillonné par les questions de Freddy Gomez, il revenait sur les principaux épisodes de sa vie militante, depuis son entrée, à l'âge de 17 ans, dans l'organisation ouvrière jusqu'aux événements de Mai 37, en passant par les circonstances de sa nomination au gouvernement. Les affrontements de Mai 37 donnent d'ailleurs prétexte à un pittoresque exercice dialectique de la part de l'interviewé, qui invente pour les besoins de la cause un rocambolesque complot catalano-fasciste auquel il devait tenir particulièrement, puisqu'il figurait déjà dans ses Mémoires.

Quoi qu'il en soit, on a là avec ce nouveau numéro monographique – illustré, une fois de plus, par Marcos Carrasquer – d'un bulletin qui a déjà consacré quelques numéros spéciaux à des hommes liés de quelque manière au mouvement anarchiste (José Martínez, Louis Mercier Vega, Stig Dagerman, Georges Navel) un excellent outil pour connaître un peu mieux une des plus grandes figures de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Ajoutons qu'il a suscité chez quelques libertaires du pays où nous sommes le désir de voir enfin traduits en français les Mémoires de García Oliver : ce n'est certainement pas là le moindre de ses mérites.

M. C.

Pour tous renseignements, on s'adressera à : Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75020 Paris. [a\\_contretemps@plusloin.org](mailto:a_contretemps@plusloin.org)

### ***Échanges***

Signalons, dans le numéro 109 (été 2004), un texte sur l'importante grève des ouvriers de Fiat à Melfi, des informations concernant des luttes dans les chantiers navals en Espagne ; dans le numéro 110 (automne 2004), quelques remarques sur les manifestations du lundi en Allemagne, plusieurs textes relatifs aux restructurations et aux luttes ouvrières en Chine ; et, dans les deux, la suite du dossier sur " la situation des classes laborieuses au Japon " et de la traduction du livre de Martin Glaberman et Seymour Faber, *Travailler pour la paye*. *Echanges* vient aussi de faire paraître la brochure *Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites*.

*Echanges* et mouvement, septembre 2004. B.P. 241, 75866 Paris. Abonnement à 4 numéros et es brochures publiées dans l'année : 15 €. [echanges.mouvement@laposte.net](mailto:echanges.mouvement@laposte.net) Site web : [www.mondialisme.org](http://www.mondialisme.org)

### ***El Juguete Rabioso* n° 0**

**novembre 2004, 16 p., 1,50 €**

En février 2000, un groupe d'amis lançait, en Bolivie, le journal alternatif *El Juguete Rabioso* (Le Jouet enragé), qui doit son titre à un roman de l'Argentin Roberto Arlt. Cinq ans plus tard, le journal commence une autre carrière à Paris, toujours en version espagnole. Pour son numéro zéro, la revue, très joliment présentée, dédiait ses pages centrales aux événements qui eurent lieu en Bolivie à partir du lundi 8 septembre 2003 et s'achevèrent le vendredi 17 octobre suivant par le départ du président Gonzalo Sánchez de Lozada, qui a été incapable, malgré l'extrême violence exercée par les forces de l'" ordre ", de maintenir le " principe d'autorité " qu'il jugeait menacé par les manifestations populaires. Le long historique de Carmen Rivero, " Cronología de la masacre gonista ", est complété d'un intéressant essai sur " El gonismo, ideología de una época desdichada " (Le gonisme, idéologie d'une époque malheureuse) et d'un article où l'auteur rappelle le cas du prédécesseur de Goni, Luis García Meza, aujourd'hui emprisonné à la prison de Chonchocoro, avant de se demander si Goni pourrait connaître un sort identique pour les massacres dont il porte la responsabilité.

On pouvait lire aussi, dans ce numéro inaugural, un rappel des rébellions indigènes de 1780-1782 contre le pouvoir colonial espagnol, et tout particulièrement sur l'exécution des deux " femmes de feu, femmes de neige ", Bartolina Sisa et Gregoria Apaza, en septembre 1782.

M. C.

### ***L'Envolée* numéro spécial**

**juin 2004, 40 p., 2 €**

Cette revue, née il y a trois ans comme le prolongement de l'émission de radio du même nom, et dont sont parus déjà douze numéros, a pour qualité première de donner la parole à des hommes et des femmes que l'on n'entend jamais, à savoir ceux que l'on a condamnés à vivre un temps plus ou moins long derrière les barreaux des prisons. Inutile de dire qu'elle n'est guère appréciée de l'administration

pénitentiaire, qui met toutes sortes d'obstacles à sa circulation dans les prisons, et que ce serait là en soi une raison suffisante de la soutenir.

Pourtant, *L'Envolée* n'est pas un simple lieu de témoignage sur les conditions faites aux prisonniers ni d'expression de leurs cris de révolte – ce qui serait en soi déjà précieux, pour ceux du “ dedans ” comme pour ceux du “ dehors ”. C'est aussi un outil de réflexion et d'analyse qui cherche à articuler la critique de la logique et des institutions de répression avec celle du système capitaliste dans son ensemble. “ La critique des lois sécuritaires ne peut être ni politicienne, ni corporatiste, ni séparée de ce qui les produit ”, lit-on page 35. C'est là un langage dans lequel nous nous reconnaissons sans peine, et d'autant mieux que les auteurs disent vouloir “ faire de la lutte contre le tout-sécuritaire une arme de clarification, de compréhension de la nature du pouvoir et non pas un tableau apocalyptique et démobilisateur aux résonances inéluctables ”.

Dans ce numéro spécial, on retiendra notamment, outre de nombreux témoignages de prisonniers, dont l'un sur la mutinerie de Clairvaux, l'interview d'une travailleuse sociale en milieu carcéral qui explique les raisons de sa démission, un dossier sur les constructions de nouvelles prisons et, faisant suite à l'exposé détaillé des nouvelles lois sécuritaires, une réflexion fort bienvenue sur la nature de l'État.

N. T.

Abonnement un an : 15 €. *L'Envolée* radio, 63, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil.

L'émission “ *L'Envolée* ”, c'est tous les vendredis de 19 heures à 20 h 30 sur FPP, 106.3 MHz (région parisienne).

### ***Gavroche* n° 138**

**novembre-décembre 2004, 38 p. + cahier “ bonnes feuilles ” (8 p.), 6,5 €**

Publiée depuis vingt-trois ans, la “ revue d'histoire populaire ” poursuit son travail d'exploration des pans oubliés de la mémoire des vaincus. Ainsi, dans sa dernière livraison, elle évoque le rapport du peintre Maximilien Luce à la mémoire de la Commune de Paris, mais aussi le dessinateur Steinlen, imagier de son époque croquant un monde qui “ ne va pas ainsi qu'il devrait aller ”, à l'occasion d'une exposition de ses œuvres au musée de Montmartre. Elle retrace aussi un épisode oublié de la guerre de 1870-1871 dans les Vosges, republie un article de Maurice Dommanget sur *La Marseillaise* et *L'Internationale* (1936) et, clin d'œil à l'actualité, rappelle l'élection présidentielle américaine de... 1904 où, contre toute attente, le candidat républicain, Théodore Roosevelt, fut largement élu. L'histoire contemporaine n'est pas oubliée avec une utile mise au point sur “ le POUM, Trotski et l'intervention soviétique en Espagne ” à l'occasion de la parution en espagnol du livre d'Ignacio Iglesias, *Experiencias de la revolución española* (Editorial Laertes/Fundación Nin).

Il faut noter que, depuis le n° 135/136, la revue s'est étoffée de plusieurs pages supplémentaires avec un cahier central de “ bonnes feuilles ” visant à faire découvrir des ouvrages délaissés par les “ grands médias ” et publiés, le plus souvent, par des maisons d'édition indépendantes des groupes industriels du secteur. Ainsi, le numéro 138 propose des extraits des Mémoires de Boris Fraenkel, *Profession : révolutionnaire* (Le Bord de l'eau éd.), d'un “ roman rouge et noir ” de Paco, *Dansons la Ravachole !* (Éd. libertaires), d'une étude sur *Les Révoltes bretonnes* du XVII<sup>e</sup> siècle d'Yvon Garlan et Claude Nières (éd. Privat), de la réédition des Mémoires de May Picqueray, *May la réfractaire* (Éd. libertaires), etc. Autre innovation à noter : les couvertures sont en couleurs et reproduisent deux belles gravures de Steinlen.

Un numéro de bonne facture qui laisse espérer que *Gavroche* puisse élargir son public !

Ch. J.

Abonnement un an (5 numéros, dont un double) : 30 €. Scoop Presse - Gavroche, BP 863, 27008 Evreux Cedex.

### ***La Lettre de Mouvement communiste***

En vrac : “ Transports urbains en Italie : le retour soudain de l'autonomie ouvrière ”, n° 12, janvier 2004 ; “ Fiat Melfi : la classe ouvrière d'Italie contre-attaque ”, n° 13, mai 2004 ; “ A propos des questions posées par l'assassinat de Theo Van Gogh ”, n° 14, novembre 2004.

B.P. 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique

### ***Ni patrie ni frontières* n° 10**

**octobre 2004, 174 p., 7,5 €**

Le dernier numéro de cette revue artisanale publiée depuis deux ans contient un dossier sur “ religion et laïcité : multiculturalisme, communautarisme et citoyennisme ” et un ensemble de textes sur les Pays-Bas (pour la plupart traduits de la revue libertaire hollandaise de soutien aux sans-papiers, *De Fabel van de illegaal*) et les États-Unis, avec un article de Loren Goldner sur l'échec de la grève des supermarchés

de Los Angeles. On trouvera dans le premier, outre des textes historiques d'un grand intérêt (de Paul Lafargue à Émile Armand en passant par *Socialisme ou barbarie*) et des réactions sur les affaires de "foulard" en France, un ensemble d'articles écrits par des militantes du Parti communiste ouvrier d'Irak (et du Parti communiste ouvrier d'Iran), des organisations marxistes et léninistes, mais ni trotskistes ni maoïstes, qui se réclament des conseils ouvriers tout en prônant la construction d'un parti dirigeant, du communisme tout en combattant pour les droits démocratiques du peuple irakien – en particulier les femmes.

Le rédacteur de la revue précise bien en préambule qu'il ne partage pas leur religion du Parti, leur culte du leader et leurs formules parfois dogmatiques, mais insiste sur le fait que les analyses de ce courant – peu connu, mais particulièrement actif sur le terrain, aussi bien en Irak qu'en Iran et dans l'immigration en Europe et aux États-Unis – méritent l'attention car elles "tranchent radicalement avec l'indigeste bouillie tiers-mondiste et pseudo-anti-impérialiste que nous sert la presse d'extrême gauche et altermondialiste".

C'est d'ailleurs, quelles que soient les réserves ou les désaccords que l'on peut avoir sur tel ou tel point avec Yves Coleman et les textes qu'il publie, l'un des principaux intérêts de cette publication, qui présente des "positions différentes, voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde".

**Ch. J.**

Abonnement pour 3 numéros : 23 €, pour 6 : 45 €.

Contact : Yves Coleman (sans autre mention), 10, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.  
[yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr). Site internet : <http://mondialisme.org>.

### ***Oiseau-tempête* n° 11**

**été 2004, 64 p.**

Avec son numéro 11, *Oiseau-tempête* nous offre cette fois encore une assez bonne cuvée. Sur l'état du monde comme il va, deux textes notamment sont d'un grand intérêt : une réflexion de Marc Geoffroy sur l'évolution de la société allemande et les raisons de la faiblesse de ses réactions face à la dégradation de ses conditions de vie et de travail planifiée en haut lieu (réflexion en partie démentie par l'actualité, ne nous en plaignons pas !) et une interview de Lucia Bruno qui, en quelques pages, nous dresse un tableau fort clair de l'évolution de la société brésilienne depuis que le PT est au pouvoir, de l'histoire de ce parti et du l'état du Mouvement des sans-terre. À quoi viennent s'ajouter quelques regards sur un passé plus ou moins lointain, mais où l'interrogation sur le présent est au moins implicite : le portrait fort bienvenu, par Hélène Fleury, du très réactionnaire Jules Ferry, le nouveau texte de Ngô Van sur "l'utopie libertaire antique" décelable dans la guerre séculaire des paysans chinois, ainsi que la "salade" d'ultra-gauche servie par Charles Reeve – une utile mise au point historique en réponse aux derniers livres de Bourseiller et d'Authier/Dauvé.

Concernant notre réalité immédiate, les textes sont plus faibles car plus flous. Les armes de la critique d'*Oiseau-tempête* semblent en effet moins au point pour l'ici et maintenant que pour l'ailleurs et jadis. Ce dont on aurait tort de lui tenir rigueur – la difficulté est réelle de se forger des armes nouvelles face à une évolution sociale rapide, inconnue des générations antérieures – si la persistance dans certaines pages d'un type de langage et d'interrogations qui, disons... laisse rêveur ne faisait soupçonner un penchant plus marqué pour l'esthétique de la critique que pour le travail de réflexion nécessaire à l'avancée de la critique en actes.

**N. T.**

Abonnement de soutien pour 3 numéros : 20 €, à l'ordre de Ab irato. Oiseau-tempête, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris. [oiseau.tempete@internetdown.org](mailto:oiseau.tempete@internetdown.org) Site Web : <http://oiseautempete.internetdown.org>

### ***Les Temps maudits* n° 20**

**octobre-décembre 2004, 136 p., 7 €**

Après la crise que *Les Temps maudits* ont traversée au printemps 2003, la revue éditée par la CNT continue tant bien que mal de paraître, avec le souci d'être une expression fidèle des activités et des réflexions des militants de l'organisation et en essayant de limiter au possible les interventions extérieures. L'avenir dira si cette prétention est réalisable ou pas et si elle est susceptible de faire regagner à cette publication le niveau auquel elle était parvenue à un moment donné.

Dans sa livraison de cet hiver, la revue donne la seconde et dernière partie d'un essai – déjà paru en 1987 dans la revue *Volonté anarchiste* – que Jacques Toublet avait consacré aux enseignements du Congrès d'Amiens. Dans cette partie, Toublet s'intéressait aux conséquences du désir affiché dans les

résolutions du congrès de 1906 (la fameuse Charte d'Amiens) d'un syndicalisme apolitique, en s'efforçant de montrer que seule la boussole libertaire aurait pu permettre à ce syndicalisme de rester fidèle à ses visées originaires. Par ailleurs, on ne trouvera, dans ce numéro, de références aux questions sociales que dans l'article "Travail et immigration en Israël", qui contient d'intéressantes remarques sur le statut des travailleurs immigrés dans l'État hébreu, et dans les quelques observations que l'auteur de "Laos : les errements d'une révolution" dédie au régime social de ce pays, formellement marxiste-léniniste. C'est peu, très peu, pour une publication qui se revendique du double héritage "anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire".

L'éditorialiste est d'ailleurs si conscient des lacunes de cette dernière livraison d'une revue vouée en principe à la défense et à l'illustration de la lutte des classes qu'il tente de s'expliquer les raisons de ces manques. "Combien d'articles traitant de la situation actuelle en France avons-nous reçu pour ce numéro des *Temps maudits* ?", se demande-t-il, en accord avec ce présupposé que la revue d'une organisation dépend avant tout des contributions de ses militants et très secondairement du travail de son comité d'animation. Il voit dans cette absence criante le signe de la faiblesse du syndicalisme révolutionnaire dans la "confrontation des classes" et, confondant apparemment l'absence de la CNT dans les conflits avec l'absence de tout conflit social, il va même jusqu'à se demander s'il ne conviendrait pas un jour de choisir enfin entre "nos certitudes idéologiques, héritées d'un temps où la classe ouvrière savait se montrer fière" et "les faits qui nous montrent à quel point nos arguments et nos points de vue portent peu", une réflexion qui laisse à penser que l'éditorialiste a attendu la fin de l'année 2004 pour découvrir le hiatus existant entre les "faits" et les "certitudes" du syndicalisme révolutionnaire. Pourtant, il y aura quand même bientôt un siècle que, en France, ce syndicalisme-là a perdu son ascendant sur la partie la plus consciente et combative de la classe ouvrière. Mais ce constat de carence aurait pu inciter aussi bien les animateurs des *Temps maudits* à se demander si, dans ces conditions, l'idée d'une revue de réflexion qui se bornerait à être le reflet d'une impuissance collective a véritablement un sens.

M. C.

### ***Un autre futur* n° 8**

**hiver 2004, 36 p., 3 €**

Le numéro d'hiver de la revue très soignée que fait paraître le Syndicat de la communication, de la culture et du spectacle de la CNT prolongeait son numéro précédent avec un long entretien avec des proches des exilés italiens menacés aujourd'hui par le non-respect de la part du gouvernement français actuel des décisions prises naguère à l'égard d'ex-militants d'extrême gauche du pays transalpin. La dernière livraison d'UAF, qui s'orne en couverture d'un dessin malicieux de Tardi – collaborateur habituel de la revue – met à profit la sortie du documentaire de Christophe Cordier (*Frères de classe*) pour rappeler, par la plume de Daniel Pinós, ce que fut le long conflit du Joint Français en 1972, dont se souvient encore toute la génération militante de l'après 68. À côté d'une longue recension ("Dans la vie et dans la mort de Salvador Allende") du film récent de Patricio Guzmán, on retrouvait dans ce numéro les habituelles rubriques de Michel Boujut ou Guy Girard et les photos de l'équipe de la Chambre noire.

M. A. P.

### ***Utopia* n° 18**

**2004, 100 p., 5 €**

Cette "revue anarchiste de culture et d'intervention" publiée à Lisbonne consacre dans ce numéro un dossier aux "femmes et la pensée libertaire". On y trouve les traductions de la "lettre à Proudhon" de Joseph Déjacque, de "La tragédie de l'émancipation féminine" d'Emma Goldman, de l'article de Charles Reeve sur la question du voile en France paru dans *L'Oiseau tempête* n° 11, ainsi qu'une réflexion de Guadalupe Subtil "sur les relations humaines" qui s'attaque aux modèles sociaux de représentation des deux sexes. Mais l'on retiendra surtout la critique véhémement et presque drôle des relations entre hommes et femmes au sein du mouvement anarchiste français que l'on doit à Claire Auzias ("Ma vie sans moi"). Des propos que certains trouveront sans doute un tantinet exagérés, mais qui sont loin d'être sans fondement. Jetant un regard lucide sur l'actualité du mouvement féministe, Claire se montre bien consciente de la difficulté qu'il y a à dépasser le discours dominant qui prétend que l'oppression ne se joue qu'au niveau de la sphère privée, comme en Afghanistan. D'une manière générale, tout lui semble bien plus compliqué qu'au temps où ses grandes ancêtres défendaient de solides convictions.

José Maria Carvalho Ferreira, lui, analyse "la dérive autoritaire de l'État portugais". Mettant celle-ci en lien avec les rapports de domination et d'exploitation d'un système qui bien sûr dépasse les frontières de l'État-nation, il montre que le Portugal échappe d'autant moins à la logique à l'oeuvre partout que les

fondements de son économie sont fragiles et que les médias y jouent un rôle d'abrutissement particulièrement sophistiqué.

Enfin, dans " Pour un nouvel associativisme libertaire ", Manuel de Sousa s'interroge sur l'absence de mouvement anarchiste organisé au Portugal.

Adresse : Apartado 2537-1113, Lisboa Codex. [culturalavida@sapo.pt](mailto:culturalavida@sapo.pt) Site Web : <http://www.utopia.pt> **E. L.**

## **Nous avons reçu**

*Del situacionismo al abismo : panfleto contra las nocividades de la Enciclopedia*, novembre 2004, s.l.

*Feuille d'Oiseau-tempête*, supplément (novembre 2004) au numéro 11 contenant le texte de Paul Mattick " Le banquet des mendians "

*La Guerre de la liberté, revue de salut public*, n° 1, septembre 2004. Contient : " La liberté est une idée neuve... ", " De la poudre et des armes " de D. Caboret, " Matériaux pour une reprise critique de la politique, de la démocratie et de l'histoire, aujourd'hui " et " Des nouveautés vieilles comme le monde " de P. Garrone, " La déraison de l'histoire ", de P. Dumontier.

5,50 € le numéro. Les amis de LHOOQ, 23 rue de Hauteville, 75010 Paris. Site Web : [www.laguerredelaliberte.org](http://www.laguerredelaliberte.org)

*Mélanges d'histoires libertaires*, n° 2, mai 2004, édité par le Centre de documentation libertaire de Lyon. Ce cahier présente plusieurs travaux universitaires " sur l'histoire anarchiste du XIX<sup>e</sup> siècle, des réflexions sur les théories libertaires ainsi que des observations relatives à des expériences récentes s'inscrivant dans la lignée anticapitaliste et antiautoritaire "

CDL, c/o librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. [Cdlyon@no-log.org](mailto:Cdlyon@no-log.org)

*Wildcat*, n° 71, automne 2004. Contient, entre autres, des textes sur les grèves à Daimler-Benz et dans le secteur de l'automobile, les manifestations allemandes du lundi contre la réforme du chômage, le Venezuela de Chavéz.

Un numéro : 3 €, abonnement : 15 €. Shiraz e. V., Postfach 30 12 06, 50782 Koln (Allemagne). [versand@wildcat-www.de](mailto:versand@wildcat-www.de) Site Web : <http://www.wildcat-www.de/abofrm.htm>